



CONSTRUIRE UNE UNION EURO-MÉDITERRANÉENNE

2007-2011

Créer la confiance



IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -

LA GOUVERNANCE D'IPEMED

Association de la loi 1901, reconnue d'intérêt général, IpeMED est indépendant des pouvoirs publics, entièrement financé par de grandes entreprises méditerranéennes et des personnes physiques qui partagent ses valeurs. Ses organes de gouvernance illustrent son caractère indépendant et respectent une stricte parité Nord Sud.
Fondé en 2006 par Jean-Louis Guigou, qui en est le délégué général, IpeMED est présidé depuis juillet 2010 par Radhi Meddeb.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRÉSIDENT

Radhi Meddeb

PDG de Comete Engineering, Tunisie

Zineb Abbad El Andaloussi

Gérant à la Banque Rothschild, France

Jean-Paul Bailly

PDG du Groupe La Poste, France

Gilles Berhault

Délégué développement durable de la direction scientifique de l'Institut Télécom, président d'Acidd, France

Jean-Louis Chaussade

Directeur général de Suez Environnement, France

Issa Cheiguer

PDG de Finance-Conseils-Investissements, Mauritanie

Éric Diamantis

Avocat, France

Bettina Laville

Conseiller d'État, France

Alexis de Maigret

Consultant chez Foot Print, France

Rostane Mehdi

Professeur de droit, France

Henri Nallet

Ancien ministre, France

Jacques Ould Aoudia

Économiste, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie, France

Guillaume Pepy

Président de la SNCF, France

Panagiotis Roumeliotis

Ancien ministre, directeur exécutif adjoint du FMI, Grèce

Halim Saade

PDG de Debbas, France

Jean-Michel Severino

Président du Partenariat Français pour l'Eau

Dario Valcarcel

Délégué général de la revue *Estudios de Política Exterior SA*, Espagne

COMITÉ SCIENTIFIQUE

PRÉSIDENT

Abderrahmane Hadj Nacer

Ancien gouverneur de la Banque d'Algérie

Najat El Mekkaoui de Freitas

Maître de conférences, Paris-Dauphine

Mouhoub El Mouhoub

Professeur d'économie, Paris-Dauphine

Jacques Ould Aoudia

Économiste, ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie

COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE

CO-PRÉSIDENTS

Abderrahmane Hadj Nacer

Ancien gouverneur de la Banque d'Algérie

Carmen Romero López

Députée européenne, Espagne

Yasser Abd Rabbo

Ancien ministre, Palestine

André Azoulay

Conseiller du roi du Maroc, président de la fondation Anna Lindh

Yossi Beilin

Ancien ministre, Israël

Yadh Ben Achour

Ancien doyen, membre de l'Institut de droit international, Tunisie

Emma Bonino

Ancienne secrétaire d'État, vice-présidente du Sénat, Italie

Georges Corm

Ancien ministre, Liban

Kemal Dervis

Ancien ministre, ancien administrateur du Pnud, Turquie

Iqbal Gharbi

Universitaire, Tunisie

Günter Gloser

Député au Bundestag, Allemagne

Felipe Gonzalez Ancien

président du gouvernement, Espagne

Élisabeth Guigou

Ancien ministre, vice-présidente de l'Assemblée nationale, France

Mouloud Hamrouche

Ancien Premier ministre, Algérie

Alain Juppé

Ancien Premier ministre, France

Denis MacShane

Ancien ministre, député à la Chambre des communes, Royaume-Uni

Robert Malley Ancien conseiller du président Clinton, États-Unis

Miguel Angel Moratinos

Ancien ministre, Espagne

Fathallah Oualalou

Ancien ministre, Maroc

Lord Chris Patten Ancien commissaire européen, Royaume-Uni

Josep Piqué

Ancien ministre, Espagne

Romano Prodi

Ancien président de la Commission européenne, Italie

Jean-Pierre Raffarin

Ancien Premier ministre, France

Panagiotis Roumeliotis

Ancien ministre, directeur exécutif adjoint du FMI, Grèce

Javier Solana

Ancien haut représentant pour la politique étrangère et de sécurité commune en Europe, Espagne

Ismail Serageldin

Ancien vice-président de la Banque mondiale, directeur de la Bibliothèque d'Alexandrie, Égypte

Hubert Védrine

Ancien ministre, France

CONSEIL DE SURVEILLANCE ou EMCC (Euro-Mediterranean Competitiveness Council)

PRÉSIDENT

Jean-Louis Chaussade

Directeur général de Suez Environnement

VICE-PRÉSIDENTS

Jean-Luc Decornoy

Président du directoire de KPMG France

Isidro Fainé

PDG de CaixaBank

Neemat Frem

Président du groupe Indevco et de l'Association des industriels libanais

Dr Khater Abi-Habib

Président de Kafalat

Saad Azhari

Président de la Blom Bank

Jean-Paul Bailly

PDG du groupe La Poste

François Bassil

Président de la Byblos Bank

Xavier Beulin

Président de Sofiprotéol

Issa Cheiguer

PDG de Finance-Conseils-Investissements

Robert Debbas

Président du groupe Debbas

Elias Doumet

Président du groupe Matelec

Carlos Ghosn

PDG de Renault

Antoine Gosset-Grainville

Directeur général f.f. de la Caisse des Dépôts

Alexandre de Juniac

PDG de Air France

Dominique Maillard

Président du directoire de RTE

Gérard Mestrallet

PDG de GDF SUEZ

Guillaume Pepy

Président de la SNCF

Jean-Marie Sander

Président de Crédit-Agricole S.A.

Talal Shair

Président de Dar El Handasah

Dov Zerah

Directeur général de l'AFD

Composition en juin 2012.

LES MEMBRES FONDATEURS AFD France • Air France France • Blom Bank Liban • Byblos Bank Liban • Caisse des dépôts France • CaixaBank Espagne • Crédit Agricole s.A. France • Dar El Handasah Liban • Debbas Holding Liban • FCI Mauritanie • GDF SUEZ France • Indevco Liban • Kafalat Liban • KPMG France • La Poste France • Matelec Liban • Renault France • RTE France • SNCF France • Sofiprotéol France • Suez Environnement France

MEMBRE BIENFAITEUR Sanofi-Aventis France

Le mot du Président	2
Le message du Délégué général	3
Le projet d'Ipemed	
Construire l'Union méditerranéenne par l'économie	5
La production intellectuelle d'Ipemed	
Des idées pour agir, des projets pour entreprendre	9
Prospective de l'intégration régionale	10
Espace financier	14
Énergie	15
Eau et assainissement	17
Agriculture et développement rural	19
Transports et logistique	21
TIC et informatisation des sociétés	22
Santé	24
Tourisme	25
Migrations et mobilité	27
Réseaux professionnels	28
Aménagement du territoire, coopération décentralisée	29
Communication, dissémination	
Des publications pour mieux comprendre les enjeux régionaux	31
La communication électronique	32
Des événements pour décloisonner les idées	33
La gouvernance	35
Le bilan des travaux du Comité d'orientation politique	36
L'Euro Mediterranean Competitiveness Council (EMCC)	37
Les équipes d'Ipemed	39
Nos indicateurs financiers	46
Les orientations 2012-2017	49
Recensement des travaux d'Ipemed	50





LE MOT DU PRÉSIDENT

Radhi Meddeb
PRÉSIDENT D'IPEMED
Le 3 juin, 2012

Ipemed aura clos en 2011 ses cinq années d'existence. C'est l'âge de la raison et du premier bilan. En un temps relativement court, notre institut s'est imposé comme un acteur majeur dans la construction de la région méditerranéenne. Par une démarche originale, il a dès le départ engagé le défi de ne pas être seulement un centre d'expertise, mais de se positionner au cœur d'un triangle ayant pour sommets la réflexion, l'entreprise et la politique. Il aura réussi ainsi à mobiliser et à réunir les multiples acteurs qui militent pour la construction de la Méditerranée, dans leur diversité culturelle, régionale, sectorielle et partisane. Il aura su engager de multiples chantiers structurants en posant souvent les questions qui dérangent et en faisant dialoguer et travailler de concert des institutions et des acteurs qui se tournaient le dos dans leurs spécialisations respectives. Il aura réussi également par la pertinence du choix de ses chantiers, toujours d'intérêt général, à mobiliser des opérateurs économiques, pourtant happés par le court terme et l'exigence de résultats.

Le bilan qui vous est présenté aujourd'hui passe en revue les principales réalisations, décrit les chantiers engagés, les résultats obtenus, mais également les difficultés rencontrées et balise le chemin qui reste à faire. L'idée de mettre en place un centre d'expertise et d'échange qui

approfondisse la réflexion, en partage le diagnostic, vulgarise les orientations et fasse avancer le projet, est née de l'appel pour une Union méditerranéenne lancé en novembre 2005 à l'occasion du 10ème anniversaire du processus de Barcelone. Cet appel avait été signé par des hommes et des femmes du Nord et du Sud de la Méditerranée, convaincus que dans sa marche inéluctable, la mondialisation passera nécessairement par la construction d'ensembles régionaux cohérents et solidaires. Créé quelques mois plus tard en février 2006, Ipemed se positionnait en marge de la politique. Il privilégiait la démarche économique, l'association de l'expertise, la mobilisation des entreprises, le partage des diagnostics, la parité entre le Nord et le Sud et militait pour la définition de politiques communes.

Depuis le début, notre conviction est constante et inébranlable : l'impératif régional est économique et social. La Méditerranée du Sud et de l'Est a besoin de créer 50 millions d'emplois en 10 ans et d'investir 300 milliards d'euros en infrastructures. Cela excède largement les capacités des États de la région. Cela nécessite la mobilisation de toutes les forces vives, l'identification de nouvelles modalités de partenariat public-privé, un partage différent de la valeur ajoutée entre le Nord et le Sud, une gouvernance renouée et des valeurs communes fondées sur la proximité, la solidarité et

la complémentarité. Cela ouvre des perspectives aux entreprises des trois rives. Les besoins sont immenses, les complémentarités sont multiples.

Les réveils arabes de 2011 nous rappellent avec force les exigences des peuples de la région : le droit à la voix, l'accès à de meilleures conditions sociales et à de plus grandes opportunités économiques. Dans ce contexte, le projet euroméditerranéen est inéluctable. Pour cela, il doit donner lieu à des débats au sein de chacun des pays de la région, afin d'être le projet des populations et non celui imposé par les élites politiques ou technocratiques. Il doit également approfondir les solidarités et renoncer aux approches égoïstes et à court terme.

Un autre préalable, mais qui sort de la sphère d'intervention d'Ipemed, est celui du règlement des deux conflits majeurs qui minent les flancs est et ouest de la Méditerranée, à savoir les conflits israélo-palestinien et du Sahara occidental. Il n'y aura pas assez de création d'emplois sans investissements. Il n'y aura pas suffisamment d'investissements sans sécurité intérieure et extérieure et sans paix partagée dans la région.





LE MESSAGE DU DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL

Jean-Louis Guigou
DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL D'IPEMED

Depuis son lancement en 2006 comme *think tank* indépendant des pouvoirs publics, apolitique et dédié au rapprochement par l'économie des deux rives de la Méditerranée, Ipemed a produit un grand nombre d'idées nouvelles. Le présent texte fait le point sur cette activité. C'était une nécessité intellectuelle : il fallait faire la synthèse des travaux de l'Institut, des valeurs au nom desquelles il a élaboré son programme de travail, des principales recommandations des multiples rapports écrits par des auteurs des deux rives, enfin de l'impact de ces travaux sur les décideurs de la région, conformément à la mission d'Ipemed de transformer les idées en projets et d'être un accélérateur de l'histoire.

C'était aussi une nécessité politique. Il fallait mettre l'ensemble de cette production en regard du changement politique radical que constitue le Printemps arabe : notre engagement pour une intégration régionale euroméditerranéenne en profondeur résiste-t-elle à l'épreuve des nouvelles orientations politiques des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) ? Nos priorités sectorielles en faveur du développement économique (espace financier intégré, eau, énergie, agriculture) sont-elles vraiment partagées par les acteurs qui arrivent au pouvoir ? Ces derniers partagent-ils la priorité stratégique dans laquelle nous plaçons l'intégration des deux rives

de la Méditerranée pour constituer une grande région mondiale ? Ne sont-ils pas plutôt tournés vers un rapprochement arabo-musulman ? Leurs urgences ne se situent-elles pas d'abord vers l'État de droit, la réduction des inégalités sociales et territoriales ?

Ces incertitudes ne doivent pas faire oublier les quatre grands acquis d'Ipemed au cours de ces cinq dernières années. Le premier est que la Méditerranée a été placée en haut de l'agenda politique, c'est-à-dire au niveau des chefs d'État et de gouvernement et au plus haut niveau de l'Union européenne. On est aujourd'hui déjà loin de l'époque où, au mieux, on n'en parlait pas et très souvent on s'en moquait (mépris pour les Arabes, yeux doux faits à la Chine, priorité aux Peco...). Cette montée en puissance de l'intérêt pour les Psem doit surtout au fantastique espoir suscité par le Printemps arabe, qui a su donner du monde arabo-musulman une toute autre image que celle qui prévalait jusqu'alors. Mais elle doit aussi, un peu, à l'action tenace d'Ipemed qui a œuvré pendant des années à la reconnaissance du vrai niveau de l'enjeu méditerranéen.

Le deuxième acquis tient à la parité Nord-Sud afin d'aboutir à des diagnostics partagés. Cela découle de notre conception du partenariat entre l'Europe et les Psem. Ces derniers ne sont plus considérés comme de simples voisins mais comme des partenaires à part entière. Ipemed a contribué à diffuser auprès des décideurs l'idée que l'Europe a au moins autant besoin des Psem que les Psem ont besoin de l'Europe. Il ne s'agit pas d'aide mais de partenariat ; il ne s'agit pas de leçons à donner ou de règles à imposer, mais d'un avenir à construire et à partager. Cela commence par Ipemed lui-même, dont toutes les instances et les groupes de travail associent à parité des experts des deux rives.

Le troisième acquis est d'avoir placé l'économie et notamment les entreprises au cœur du défi euroméditerranéen, dans une région qui avait jusqu'alors trop tendance à ne raisonner qu'à travers des institutions et des acteurs publics. En mettant sur pied l'*Euro-Mediterranean Competitiveness Council* (EMCC), Ipemed a voulu doter la région de l'outil qui lui manquait, celui des entreprises. Ces dernières sont aussi placées devant leurs responsabilités de l'action à long terme : le partage de la valeur ajoutée plutôt que l'opportunisme, la durabilité plutôt que le court terme, la production plutôt que la finance.



L'acquis principal est d'avoir contribué à rétablir la confiance entre les acteurs à travers des réseaux socioprofessionnels et interpersonnels : des professionnels de l'énergie, des services postaux ou de l'agriculture mais aussi des associations, des ONG, des usagers – des hommes et des femmes du Nord et du Sud. Notre communication se fait à bas bruit.

L'important, ce sont ces réseaux, gages de confiance et de crédibilité, et notre action d'influence auprès des décideurs privés et publics, nationaux et internationaux et notamment européens.

Au titre des succès obtenus par Ipemed dans la diffusion des idées nouvelles, on peut citer : la sécurisation des investissements à long terme, la volonté de créer une communauté euroméditerranéenne de l'énergie, un programme de sécurité alimentaire pour le Maghreb, une mise en réseau des acteurs de l'eau et la création d'une école d'excellence aux métiers de gestion de cette ressource majeure, des coopérations renforcées dans le domaine de la santé au Maghreb et de l'industrie de la santé, notamment.

La première année des révolutions au Sud (*Printemps arabe*) semble brouiller notre vision. Les critiques des peuples du Sud se multiplient à l'égard des appuis apportés par les Européens aux gouvernements autoritaires. Les nouveaux dirigeants souhaitent diversifier leurs partenariats internationaux (grands pays émergents, Golfe...), ce qui risque d'accentuer la tendance décennale au recul de la place de l'Europe dans les échanges économiques des Psem. Mais au fond, ces révolutions confirment que notre orientation était la bonne. Car ce que les peuples de la rive sud récusent d'abord et avant tout ce sont l'économie de rente, la corruption et l'absence de règle de droit dans la gouvernance, l'impossibilité du partage des responsabilités.

Quant à notre diagnostic stratégique selon lequel l'intégration régionale euroméditerranéenne reste le seul scénario gagnant à long terme pour l'Europe comme pour les Psem, l'histoire tranchera. Mais nous pensons que pour l'essentiel la géographie et l'économie font l'histoire ; si les pays arabes veulent acheter et vendre à bon prix et « faire des coups » à court terme, ils auront tendance à s'adresser aux Chinois, aux Brésiliens, aux Canadiens, aux pays lointains. S'ils veulent des transferts de technologies, s'ils veulent une amélioration de la gouvernance de leurs institutions

(ministères, collectivités locales...), ils devront jouer la proximité, la complémentarité et la solidarité avec l'Europe.

Nous avons trente ans pour réussir cet ancrage historique, celui du capital, qui est à l'œuvre et qui descend au Sud, celui des réseaux de la société civile fondés sur la proximité, la complémentarité et la solidarité. Nous avons trente ans pour accélérer ce mouvement inéluctable. Il faut faire vite : les décisions d'aujourd'hui, par exemple dans l'énergie ou les transports, engagent plusieurs décennies et le réchauffement climatique s'accélère. Des forces de déstabilisation sont libérées par le Printemps arabe, ne le cachons pas ; les prédateurs de tous genres (médicaments falsifiés, rente pétrolière...) peuvent tirer parti de la confusion actuelle. Seule une offre ambitieuse peut répondre à ces défis : l'intégration régionale, la parité et le partenariat euroméditerranéen, et, au-delà, le rapprochement d'un grand ensemble Europe-Méditerranée-Afrique dont les Psem seront demain le pivot.



Le projet d'Ipemed



Construire l'Union euroméditerranéenne par l'économie

IL EXISTE DE NOMBREUX *think tanks*, associations, instituts qui travaillent sur la Méditerranée et pourtant Ipemed est singulier. Notre spécificité repose sur des convictions, qui fondent notre vocation et s'appuie sur une méthode de travail et de production intellectuelle unique.

Nos convictions

La régionalisation de la production

La régionalisation de la mondialisation a été rapidement identifiée comme une clé de lecture des enjeux méditerranéens. Depuis une trentaine d'années, en effet, de grandes régions redessinent la géographie économique du globe, notamment en Amérique du Nord avec l'Alena et le Mercosur et en Asie orientale avec l'Asean + 3. L'Europe, qui fut la pionnière de l'intégration régionale (traité de Rome), en est restée à un regroupement de pays de même niveau de développement, alors que les deux autres principales régions mondiales tirent parti de la différence de développement des pays qui les composent et valorisent l'espace dans leur mode d'organisation et leur dynamique. D'où la nécessité stratégique d'une intégration économique de l'Europe et des pays émergents et en développement de sa région, pour constituer un grand ensemble euroméditerranéen d'un milliard d'habitants, destiné à peser dans la mondialisation en valorisant proximité, complémentarité et solidarité.

Avec le recul des cinq années écoulées, ce positionnement initial ressort renforcé : son originalité reste grande et sa pertinence a été confortée par les mouvements de contestation arabes.

Le rôle moteur des entreprises

Dans les relations internationales, les relations économiques sont de plus en plus importantes. La géopolitique n'a pas disparu mais la géoéconomie en est une composante déterminante. Cela s'explique par le passage à une économie de la connaissance et de l'organisation, dans laquelle les ressources sont de plus en plus produites. La lutte pour l'accès aux ressources rares n'a pas disparu, mais elle se double d'une action pour la coproduction de ressources nouvelles (relations géoéconomiques régies par la coopération). Dans ce nouveau paysage, les entreprises jouent un rôle majeur, et le voisin, figure de l'ennemi politique héréditaire, change de nature pour devenir le partenaire économique obligé. Or, la Méditerranée a pris du retard dans cette nouvelle ère. Alors que l'Alena et surtout l'Asie orientale s'intègrent par leur système productif, la Méditerranée reste



Notre vocation

caractérisée par la faiblesse de ses relations interentreprises. C'est pourquoi Ipemed s'est constitué comme outil pour la coopération interentreprises en Méditerranée : non pas pour faciliter les positions d'affaires, car les entreprises ont leurs propres moyens pour cela, mais pour faire le lien entre intérêt à long terme des entreprises et intérêt général, et pour faciliter le passage de la réflexion à l'action.

Parité Nord-Sud : confiance, respect, partenariat

La parité entre Nord et Sud est centrale dans les propositions d'Ipemed. Une partie du relatif échec d'Euromed tient à la dissymétrie des deux rives : l'Europe décide et les Psem appliquent. Le lancement de la politique européenne de voisinage n'a pas amélioré les choses, les Psem ne pouvant se contenter d'être considérés comme de simples voisins. D'où, malgré toutes ses limites, l'intérêt de l'Union pour la Méditerranée lancée en 2008 dont un des principes était la parité dans la décision sur les projets. Cette approche ressort confirmée par le Printemps arabe qui a montré la demande de dignité des populations des pays sud méditerranéens. Pour Ipemed, la formation, le transfert de savoir-faire, un meilleur partage de la valeur ajoutée produite, la participation de cadres nationaux aux décisions stratégiques, sont les ingrédients nécessaires à la mise en œuvre d'une nouvelle relation partenariale.

Ipemed se positionne à l'interface de trois grands types d'acteurs :

- le monde des **entreprises**, protagonistes stratégiques de l'intégration et de la coopération euroméditerranéenne,
- le monde des **experts** du Nord et du Sud pour analyser, évaluer et faire émerger des projets concrets,
- le monde des dirigeants **politiques** pour transformer les projets en actions collectives et législations.

Ce positionnement original permet à Ipemed d'assurer efficacement ses trois missions :

- produire des idées tournées vers l'avenir, pour proposer des visions communes de l'avenir de la région, parvenir à l'élaboration de diagnostics partagés entre le Nord et le Sud, mais également entre les pays du Sud, et faire émerger les projets concrets qui vont contribuer à l'intégration de la région ;
- influencer les milieux politiques, pour convaincre et aider les responsables de la région à mettre en œuvre les politiques publiques qui permettront de multiplier les échanges Nord-Sud et de faciliter l'intégration régionale ;
- faire se rencontrer les élites et partager les expériences pour éclairer l'avenir, en promouvant confiance et respect, par la diffusion de nos idées, et pour convaincre les décideurs d'aujourd'hui et de demain, de la nécessité du rapprochement euroméditerranéen.

Notre méthode

La vision prospective

Ipemed est par nature un institut de prospective, c'est-à-dire qui privilégie l'action à moyen et long terme et l'anticipation. Nous partageons l'idée que *l'avenir ne se prévoit pas, mais se prépare*. Faire de la prospective, c'est agir au présent pour construire l'avenir. Ipemed est bien dans cette démarche : agir au présent pour construire une sécurisation politique et juridique des investissements ; agir au présent pour construire une communauté euroméditerranéenne de l'énergie ; agir au présent pour assurer la sécurité alimentaire au Maghreb... Parce que tous ces projets sont longs, lourds et onéreux, Ipemed en fait son cœur de métier. Parce que l'intégration financière, l'énergie, l'eau, l'agriculture et l'alimentation, la santé, les transports ou les mobilités seront les clés de la région demain, Ipemed en fait le cœur de son action aujourd'hui.

La recherche de visions partagées pour une intégration en profondeur

L'institut ne défend pas le projet d'une intégration *superficielle*, basée sur le libre-échange commercial. Ipemed promeut une intégration en profondeur, centrée sur la convergence des normes, la constitution de réseaux d'infrastructures communes, et l'existence de décisions stratégiques partagées, voire de politiques communes.





L'émergence de la notion de préférences collectives dans le champ de l'échange international depuis une dizaine d'années signale le besoin d'identifier ce à quoi une collectivité humaine tient par-dessus tout et qui peut être remis en cause par l'ouverture commerciale généralisée. Au-delà des nations, désormais trop petites pour définir seules leurs choix stratégiques, les régions paraissent désormais être l'échelle la plus pertinente pour les définir. Ipemed estime que les préférences collectives ne peuvent pas être définies à l'échelle de la seule Europe et doivent tenir compte des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée (Psem) : notre région commune les comprend.

L'exigence de parité entre experts dans les groupes de travail internationaux

Les productions d'Ipemed, coordonnées par des chefs de projet internes, font un large appel aux meilleurs experts du Nord et du Sud. Ce respect d'une stricte parité Nord-Sud constitue une exigence à la fois éthique et méthodologique qui est une marque de fabrique d'Ipemed. En outre, dans une perspective de décloisonnement et de transversalité, à chacun des projets sont associés des groupes de travail internationaux associant des personnalités appartenant à des milieux professionnels différents (universités, entreprises, administrations publiques, opérateurs, usagers, ONG...).

La mobilisation de relais, principalement au Sud, pour s'approprier et porter les projets

Une part essentielle de l'activité d'Ipemed consiste à diffuser ses analyses auprès des acteurs de la rive sud, recueillir leur avis et faire porter ses propositions par les dirigeants des Psem eux-mêmes. À l'évidence, les nouveaux responsables du Sud ont besoin de trouver des solutions économiques, et de proposer à l'Union européenne de mettre en œuvre ensemble des projets concrets (énergie, eau, logistique, santé...). Cela ne peut plus se faire seulement au motif d'une convergence d'intérêts entre pays du Nord et du Sud de la région. La prise de conscience au Sud de la Méditerranée de la nécessité de l'intégration et du développement des échanges Sud-Sud est de plus en plus forte. Cela vaut également à un niveau infrarégional. La relance de l'Union du Maghreb Arabe souhaitée par les nouveaux gouvernements constitués en Tunisie et au Maroc, témoigne bien de ce nouvel état d'esprit.

Les valeurs qui fondent nos travaux

Les textes produits par Ipemed répondent à un certain nombre de valeurs qui ont été rassemblées dans une charte en 2011. Dans le cadre de la régionalisation de la mondialisation, c'est d'abord le choix d'une intégration régionale en profondeur, fondée sur :

- des diagnostics partagés entre Nord et Sud et une gouvernance paritaire des projets ;

- une conception de l'économie définie comme productive (et non pas spéculative ou purement commerciale), durable (tant socialement qu'écologiquement et économiquement : promotion du long terme) et solidaire (au sein de chacun des pays de la région et entre eux) ;
- une convergence des normes et standards entre les pays de la région ;
- la recherche d'une synthèse des régulations transméditerranéennes (orientation, outils institutionnels et méthodes, agences, schémas directeurs ...) qui pourront servir de base à des politiques communes et faciliter des projets communs ;
- des transferts de savoir-faire afin de ne pas limiter le partenariat à une relation commerciale et de ne pas maintenir les pays en développement dans la dépendance ;
- la promotion de la dimension éthique du comportement des acteurs en faveur de l'intérêt général à long terme de l'ensemble de la région (partage de la valeur ajoutée, formation, qualité des relations salariales, respect de l'environnement, investissement dans le long terme) ;
- la promotion de toutes les relations transméditerranéennes, Nord-Sud comme Sud-Sud.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion publique

Programme Méditerranée 2030, septembre 2010, « Rapport du groupe de travail sur les valeurs », Pierre Beckouche (coord.)

Construire la Méditerranée, avril 2011, « Régulations régionales de la mondialisation. Quelles recommandations pour la Méditerranée ? », Pierre Beckouche (coord.)



A satellite-style image of the Mediterranean region, showing the sea, surrounding landmasses, and some clouds. The text is overlaid on the sea area.

La production intellectuelle d'Ipemed

Des idées pour agir,
des projets pour entreprendre





Prospective de l'intégration régionale

Méditerranée 2030 : des scénarios pour la région

LE PROGRAMME *Méditerranée 2030* répondait à la vocation première de l'institut, la prospective, pour dégager ensemble une vision commune de la Méditerranée et des pistes d'action sur le long terme. La finalité de ce travail était de savoir comment agir aujourd'hui pour construire les éléments stratégiques qui conditionnent l'avenir avec deux objectifs principaux, l'un de méthode et l'autre de résultat.

Objectifs du programme d'étude

Établir une vision partagée de la Méditerranée et tracer un futur possible en élaborant des diagnostics et des projections mises en commun à l'échelle de la région.

Faire naître des collaborations sur le long terme entre les responsables nationaux en charge de la prospective et diffuser la méthodologie de cette démarche pour qu'elle devienne un outil d'aide à la décision.

Méthodes et travaux

- Constitution du consortium *Méditerranée 2030* en partenariat avec les organismes d'étude euro-méditerranéens spécialisés (Carim - migration, Ciheam - agriculture, Femise - emploi, OME - énergie) et les principaux instituts de prospective publics et privés du pourtour méditerranéen (plus d'une trentaine d'organismes issus d'une quinzaine de pays).

- Organisation d'une dizaine de réunions plénières, dont deux de haut niveau, notamment dans des pays de la rive Sud ; constitution de trois groupes de travail.
- Organisation en juin 2009 d'un *Séminaire du monde méditerranéen* consacré à la prospective et en décembre 2011 d'un grand débat, en partenariat avec la Caisse des Dépôts.
- Influence à travers des actions multiples : large diffusion dans les différents pays grâce aux membres du consortium, nombreux échanges avec des représentants de la Commission européenne (BEPA, Devco) et participation à la réflexion prospective de la DG Recherche.

Résultats

Le programme *Méditerranée 2030* a abouti à l'élaboration de trois scénarios :

- la poursuite des tendances à l'œuvre entraînerait la Méditerranée dans un scénario des *divergences méditerranéennes* caractérisé par une insertion disparate des pays dans une économie mondiale tirée par la croissance des grands pays émergents, renforçant la compétitivité au détriment du pouvoir d'achat et de la demande intérieure. Il y aurait alors des gagnants (la Slovaquie, la Croatie, la Turquie et dans une moindre mesure la Tunisie) et des perdants (Algérie, Égypte, Liban, Jordanie...) ainsi qu'une forte dualisation des économies et des territoires ;

- cette perspective pourrait être davantage assombrie par les effets durables de la crise de 2008, amenant une convergence par le bas et une marginalisation des pays méditerranéens fragilisés par la crise des dettes souveraines au Nord, et par une transition politique heurtée au Sud. C'est le scénario de *crise de la Méditerranée* : les pays du Maghreb la subirait fortement, la Turquie et les Balkans parviendraient à en limiter les effets grâce aux investissements des pays du Nord de l'Europe qui résisteraient et des pays émergents ou du Golfe ;
- un autre destin est possible, que dessine le scénario de la *convergence euroméditerranéenne*, sous réserve d'une action politique volontariste partagée par les pays riverains (redistribution géographique de la production, partage de la valeur ajoutée, valorisation des complémentarités, plus grande redistribution des richesses, convergence des normes, réalisation des *quatre libertés*). Cette convergence se traduirait par une croissance globalement plus forte et riche en emplois ;
- ce dernier scénario pourrait avoir une variante Sud-Sud du fait d'une nouvelle dynamique économique au Sud, promouvant les échanges et la mise en place de projets communs entre les pays du Nord de l'Afrique et du Proche-Orient. Cette dynamique pourrait avoir un effet d'entraînement sur l'économie de l'UE et encourager le volontarisme politique à l'égard de la région, ou provoquer, au contraire, un éloignement relatif entre une rive sud mieux intégrée et l'Union européenne. Cette variante gagne en probabilité à la faveur des révolutions arabes.





→ NOS RECOMMANDATIONS

- Investir dans le capital humain en favorisant la mobilité et la qualification des personnes.
- Accélérer les transferts de savoirs, de compétences et de technologies.
- Créer un espace institutionnel commun.
- Engager un processus de certification méditerranéenne (services et agriculture dans un premier temps).
- Sélectionner les projets de l'UpM sur leur potentiel de création d'emploi et/ou de sobriété énergétique.
- Créer un fonds méditerranéen environnemental.
- Mettre en place une banque méditerranéenne d'investissement (priorité au financement des PME).

- Intensifier les réseaux de transports en vue de favoriser la fluidité des échanges commerciaux Sud-Sud.
- Élaborer une politique commune de sécurité alimentaire et de développement rural.
- Créer un observatoire de la Méditerranée afin d'analyser les évolutions économiques, politiques, démocratiques et sociales des pays de la région et leur impact sur l'intégration.

Perspectives d'approfondissement

- Analyser les effets économiques de l'intégration de l'acquis communautaire par la Turquie et tirer des enseignements de l'exemple turc (en cours en 2012).
- Analyser les stratégies industrielles des pays du Maghreb et notamment celles encourageant une diversification de l'économie (en cours en 2012).

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion publique

Construire la Méditerranée, avril 2009, « Méditerranée 2030. Panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques », Guillaume Almeras et Cécile Jolly

Palimpsestes d'Ipemed, n°11-2011, « La Méditerranée en 2030, les voies d'un avenir meilleur », collectif

Construire la Méditerranée, novembre 2011, « Demain la Méditerranée. Scénarios et projections à 2030. Croissance, emploi, migrations, énergie, agriculture », rapport du consortium « Méditerranée 2030 », Frédéric Blanc, Philippe Fargues, Giambattista Salinari, Houda Ben Jannet Allal, Vincent Dollé, Cécile Jolly (coord.)

CHEF DE PROJET Macarena Nuño
macarena.nuno@ipemed.coop

Régionalisme : le bilan des accords de Barcelone

Objectifs du programme d'étude

Analyser, à travers son partenariat euroméditerranéen, les objectifs de l'Union européenne pour financer le développement du Sud de la Méditerranée.

Faire le bilan du montant et des effets des financements accordés (subventions et prêts bonifiés).

Faire des propositions de politiques encourageant l'intégration régionale par le système productif.

Méthodes et travaux

- Organisation d'un séminaire géopolitique du Comité d'orientation politique d'Ipemed en avril 2008.
- Constitution d'un groupe de travail associant des experts des intégrations régionales.
- Travail d'analyse des rapports sur les objectifs, moyens et résultats du processus de Barcelone.

→ NOS RECOMMANDATIONS

- Passer d'une logique d'aide à une logique d'investissements et de prêts à long terme.
- Favoriser une intégration par la production plus que par le libre-échange commercial.
- Privilégier un petit nombre de politiques euroméditerranéennes structurantes : une politique énergétique, une politique de l'eau (au-delà de la dépollution de la Méditerranée), une politique de sécurité alimentaire, le maillage de la région en transports.
- Mettre en place des politiques et des régulations régionales, prioritairement dans l'énergie, l'eau et l'agriculture.
- Créer une institution financière euroméditerranéenne.
- Dans le domaine des services, encourager une ouverture préférentielle des marchés



nationaux aux opérateurs des pays de la région, à travers des *packages* comprenant du conseil à la maîtrise d'ouvrage (par exemple en matière d'élaboration de contrats de PPP), des échanges d'expériences, de la formation et des transferts de technologie, la facilitation de prêts pour l'investissement.

- Faciliter les mobilités professionnelles pour la mise en œuvre des services de *mode 4* de l'AGCS ; promouvoir une *Ceca migratoire*.
- Donner à la région une représentation commune sur la scène politique internationale.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion publique

Construire la Méditerranée, mars 2009, « La Méditerranée face aux enjeux géopolitiques du XXI^e siècle. Une région Nord-Sud commune, laboratoire d'une internationalisation réussie », rapport préparatoire au Comité de parrainage politique d'Ipemed d'avril 2008, Elisabeth Guigou et Abderrahmane Hadj Nacer (coord.)

Palimpsestes d'Ipemed, n°3-2011, « Un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée », Pierre Beckouche

Afkar/idées, n°30-2011, « Un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée », Pierre Beckouche

Construire la Méditerranée, 2011, « Régulations régionales de la mondialisation. Quelles recommandations pour la Méditerranée », Pierre Beckouche (coord.)

Rapports & synthèses, septembre 2011, « Tunisie : neuf propositions pour relancer le développement économique »

CHEF DE PROJET Pierre Beckouche
pierre.beckouche@ipemed.coop

Régionalisation économique : convergence ou divergence entre les deux rives ?

Constat

Le rapport sur le bilan d'Euromed fait une synthèse des principaux éléments sur la convergence entre les deux rives de la Méditerranée.

Trois points positifs émergent du processus de Barcelone :

- l'habitude prise par les administrations régionales de se rencontrer pour définir des programmes d'action ;
- la stabilisation macroéconomique des Psem ;
- la sortie de ce qui était pour certains Psem une quasi autarcie économique.

Mais depuis 2001 les balances de marchandises des Psem se sont fortement dégradées, notamment vis-à-vis de l'Europe, et la part de l'Europe dans le commerce extérieur des Psem aura reculé pour tous les Psem sauf pour le Maroc. Concernant les investissements, l'UE reste le principal fournisseur d'IDE des Psem, mais avec une part relative déclinante.

- la Méditerranée en reste à une intégration plus commerciale que productive. L'intégration économique reste globalement faible et superficielle ;

- l'économie des Psem demeure fragile : la croissance, plus quantitative que qualitative, ne suffit pas pour résorber le sous-emploi ; l'ouverture concurrentielle n'a pas encore stimulé la compétitivité des entreprises ; la dégradation de la balance commerciale n'est compensée que par les IDE, les remises migratoires et les revenus touristiques, marques d'économies insuffisamment soutenues par l'investissement productif intérieur ;
- la convergence régionale mesurée par le PIB par habitant (entre Psem et UE) est moins bonne que dans les deux autres grandes régions Nord-Sud, l'Alena et l'Asie orientale, qui mobilisent pourtant infiniment moins de subventions. L'exemple de l'Asie orientale suggère que le ressort de la convergence régionale se situe plutôt dans le système productif ;
- une intégration euroméditerranéenne plus profonde a tout de même commencé, notamment dans les transports, dans l'enseignement supérieur, dans l'environnement et surtout dans l'énergie.



Résultats et enseignements

Dans le cadre d'un programme d'études, intitulé Convergence, Ipemed a travaillé sur la dynamique des entreprises franchissant la Méditerranée pour investir. De ce programme il ressort principalement les éléments suivants :

- l'observation des activités développées depuis dix ans par des entreprises européennes en Méditerranée révèle une réelle dynamique de convergence économique des deux rives ;
- des investissements massifs dans des activités à faible valeur ajoutée sont progressivement complétés par le développement de systèmes productifs intégrés sur différents secteurs à faible et à forte composante technique.
- dans plusieurs secteurs industriels et de services, la plupart des leaders mondiaux sont déjà présents. Un effort reste toutefois à faire pour favoriser l'internationalisation des PME européennes vers la Méditerranée ;
- de façon plus surprenante, quelques entreprises y implantent depuis le début des années 2000 des activités à forte valeur ajoutée. Ce processus demeure toutefois extrêmement fragile

Ce programme a été complété par une comparaison sur la façon dont l'industrie allemande a investi l'Europe de l'Est, et descend désormais au Sud de la Méditerranée :

- comme le Japon l'avait fait dans les années 1960, l'Allemagne a inventé un modèle de coopération régionale fondé sur la complémentarité et la proximité.
- un appui décisif à ce redéploiement allemand à l'Est a été apporté par l'élargissement à l'Est de l'Union européenne. Mais dès 1991, Berlin avait fait savoir que l'Allemagne réunifiée s'engageait sur la voie d'une coopération privilégiée avec ses voisins orientaux ;
- le bilan est très positif pour l'Allemagne, qui a transféré dans les Peco les segments à faible valeur ajoutée et maintenu chez elle les segments à haute valeur ajoutée. À partir de l'année 2000, ses performances à l'exportation atteignent un niveau exceptionnel.
- L'étude sur les investissements allemands en Tunisie confirme qu'après les Peco l'industrie allemande investit le Sud de la Méditerranée. Elle y développe des segments intensifs en main d'œuvre. Les investissements les plus récents sont généralement réalisés au détriment des Peco devenus trop chers ;
- les Allemands sont quasiment les seuls investisseurs étrangers à développer en Tunisie, autour de leurs sites de production, des activités à forte valeur ajoutée mobilisant la main d'œuvre qualifiée locale.

Enfin un rapport a été consacré en 2010 au cas de la Mauritanie, espace charnière entre Afrique de l'Ouest et Méditerranée. Le pays est membre de l'UMA et de l'UpM et la modernisation de ses activités de base passe par un partenariat avec des acteurs euroméditerranéens.

TRAVAUX & PUBLICATIONS

Les Notes d'Ipemed, n°5-2009, *Convergence en Méditerranée*.

Les entreprises de la Méditerranée s'engagent dans un plus fort transfert de valeur ajoutée entre ses rives, vecteur capital pour une intégration économique régionale, Guillaume Mortelier, Maurizio Cascioli

Construire la Méditerranée, 2010, « Convergence en Méditerranée », Guillaume Mortelier, Maurizio Cascioli

Palimpsestes d'Ipemed, n°2-2011, « L'industrie allemande dans les Peco. Une intégration fondée sur la proximité, la complémentarité et la solidarité », Maxime Weigert

Palimpsestes d'Ipemed, n°12-2012, « Les industriels allemands en Tunisie. Précurseurs d'un nouveau modèle de coopération Nord-Sud ? », Maxime Weigert

Rapports & synthèses, décembre 2010, « La Mauritanie, acteur-clé de la régionalisation euroméditerranéenne », Maxime Weigert sous la direction de Guillaume Mortelier et Sidi Mohamed Cheigui

CHEF DE PROJET Maxime Weigert
maxime.weigert@ipemed.coop





Espace financier

Objectifs du programme d'étude

Valoriser le rôle de l'épargne longtemp s sous-évaluée comme une des pistes du développement des Psem. Il s'agit d'analyser comment ces flux peuvent être reconnus et augmentés et partiellement réalloués à des activités productives.

Promouvoir les outils institutionnels de la coopération financière transméditerranéenne, soit à travers une institution bancaire régionale dédiée au développement des Psem, soit à travers une série d'outils assumant, séparément, les diverses fonctions requises.

Contribuer à la mise en place d'outils de financement du développement (financiers, juridiques et institutionnels) à long terme, utiles à l'investissement, ainsi que la formulation de propositions destinées à faciliter les opportunités d'affaires.

Méthodes et travaux

- Organisation de groupes de travail et d'ateliers de validation, composés d'experts du Nord et du Sud.
- Mise en place de l'*Initiative pour l'investissement en Méditerranée* (2iM) en 2009, en partenariat avec la Caisse des Dépôts française et la Caisse des Dépôts et de Gestion marocaine.
- Présentation des rapports à Paris et dans les Psem, au cours de séminaires, en partenariat avec des institutions Nord-Sud (avec la CDC française et la CDG marocaine dans le cadre de 2iM).

→ NOS RECOMMANDATIONS

Mobiliser l'épargne des migrants, au niveau de sa collecte et de sa réallocation productive via une institution multilatérale régionale qu'il s'agit de créer compte tenu de l'importance de l'enjeu, et qui serait la seule signature triple A de la région.

Créer une banque régionale de développement, la Méditerranée étant la seule région du monde ne disposant pas de sa banque de développement, avec pour fonctions prioritaires :

- la transformation de l'épargne locale en investissements de moyen terme ;
- le soutien au secteur privé en particulier en direction des PME en phase de croissance ;
- l'appui à la mise en place de fonds innovants dédiés à la phase d'amorçage (*early stage*) ;
- le soutien à l'activation des marchés financiers.

Promouvoir l'investissement de long terme en Méditerranée au travers d'une politique régionale de garantie des investissements ayant pour objectifs :

- l'amélioration du cadre technique et juridique de mise en œuvre des investissements pour assurer l'existence d'une palette juridique minimale définissant les modalités d'investissement et promouvoir un accord régional de protection des investissements (sécurisation du recours au droit commercial et au droit international en matière d'arbitrage) ;
- la mise en place d'un outil de garantie des investissements qui, en

s'appuyant sur les financements publics existants (européens et autres) ferait levier pour la mobilisation d'investissements privés ;

- la création d'un fonds de garantie pour les PME remédiant à leurs difficultés d'accès au crédit, alors que les banques locales sont souvent axées sur les grandes entreprises et exigent des garanties qui les découragent.

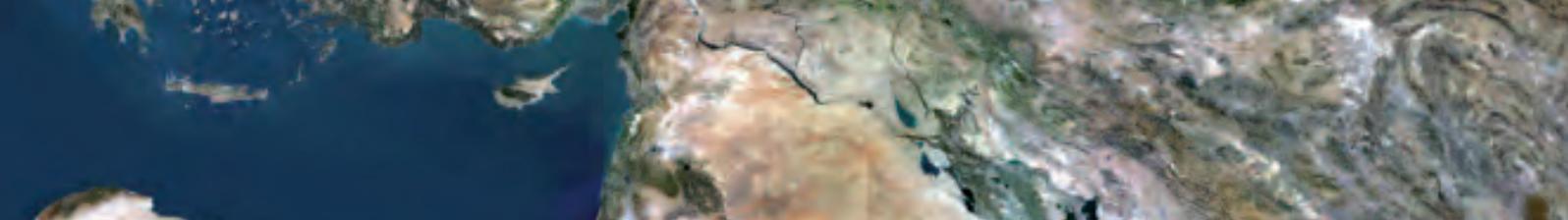
Harmoniser le cadre réglementaire pour développer les partenariats public-privé

- promouvoir la mise en place d'unités et de lois spécifiques aux PPP au sein des pays ;
- développer les projets modestes, souvent ancrés dans l'emploi local, pour attirer le privé ;
- instaurer un partage de risque qui implique une vraie expertise du côté privé comme public ;
- mobiliser l'épargne locale disponible mais peu mobilisée faute d'outils, de textes, de pédagogie et d'action notamment de la part des collectivités locales ;
- privatiser partiellement le financement mais sans perdre le contrôle public du partenariat.

Perspectives d'approfondissement

Les travaux à venir se concentreront sur les financements à long terme :

- la sécurisation des investissements ;
- le financement à long terme des infrastructures ;
- les partenariats public-privé (notamment l'harmonisation juridique d'un pays à l'autre ; et les PPP non marchands) ;
- la réalisation progressive, fonction par fonction, d'une banque euroméditerranéenne de développement (fonds de garantie pour les PME, mobilisation de l'épargne des migrants...).



RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Rapport du groupe de travail, automne 2006, « Espace financier euroméditerranéen » sur la mobilisation de l'épargne des migrants, Guillaume Almeras et Abderrahmane Hadj Nacer avec la collaboration d'Isabelle Chort

Rapports & synthèses, collection « 2iM », janvier 2010 : « Constats et perspectives, rapport pour 2iM », Abderrahmane Hadj Nacer et Guillaume Almeras, BGV Consulting, décembre 2010

Note de synthèse, février 2012, « Propositions pour favoriser l'attractivité de l'investissement en Méditerranée », Amal Chevreau

Diffusion publique

CNRS Strates, 2008, « La rive sud a-t-elle besoin d'argent pour contribuer à l'espace financier euroméditerranéen ? Le cas des remises migratoires Europe-Maghreb », Guillaume Almeras et Abderrahmane Hadj Nacer, revue *Strates*, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Yann Richard éd., Ladyss, Paris

Les Notes d'Ipemed n°3-2009, « L'espace financier euroméditerranéen », Guillaume Almeras, Abderrahmane Hadj Nacer, Isabelle Chort

Rapports & synthèses, collection « 2iM », décembre 2010 : « Mesures pour favoriser et garantir l'investissement en Méditerranée », Éric Diamantis, Michel Gonnet, Amal Chevreau, CDC, CDG, Ipemed

Palimpsestes d'Ipemed, n°8-2011, « Partenariats public-privé en Méditerranée. État des lieux et recommandations pour le déploiement d'une pratique harmonieuse », Edward Aoun, Michel Gonnet, Amal Chevreau

Construire la Méditerranée, février 2012, « Partenariats public-privé en Méditerranée », Nicolas Beaussé, Michel Gonnet

CHEF DE PROJET Amal Chevreau
amal.chevreau@ipemed.coop

Énergie

Objectifs du programme d'étude

L'énergie est le domaine dans lequel l'interdépendance des pays euroméditerranéens est la plus stratégique. Le tiers du gaz et le quart du pétrole consommés en Europe viennent d'Afrique du Nord, 70 % des exportations de pétrole et 90 % des exportations de gaz de l'Afrique du Nord sont destinées à l'Europe. Cette interdépendance engage les pays de la région sur le long terme (contrats gaziers de longue durée, transition énergétique, rentabilité des énergies renouvelables, nucléaire). La coopération régionale, déjà en marche avec la réalisation de la boucle électrique méditerranéenne et le lancement du plan solaire méditerranéen, nécessite de se développer avec une vision régionale commune.

L'objectif général du programme a consisté à contribuer à achever ce partenariat, pour aller vers une Coopération euroméditerranéenne de l'énergie (CEME) associant pays consommateurs et pays producteurs (hydrocarbures et demain solaire) à travers une intégration régionale en profondeur portant sur les domaines suivants :

- impacts de la contrainte carbone en Méditerranée et objectifs Nord-Sud communs en matière d'énergie non carbonée pour accompagner la transition énergétique régionale ;
- achèvement de l'interconnexion des réseaux électriques et de l'intégration des marchés du gaz et de l'électricité ;

- sécurisation sur le long terme des achats comme des ventes ;
- partenariat technologique et industriel entre les deux rives afin de ne pas se limiter à des accords commerciaux ;
- association des Psem et opérateurs aux réflexions stratégiques européennes dès l'amont des discussions ;
- financements croisés entre firmes des deux rives.

Méthodes et travaux

- Établissement d'un partenariat fort avec l'Observatoire Méditerranéen de l'Énergie (OME) qui a permis de réaliser des travaux de prospective sur l'énergie dans le cadre du projet *Méditerranée 2030*, d'organiser en commun un *Séminaire du monde méditerranéen* consacré à l'énergie (novembre 2010) et d'être force de proposition auprès de la DG Énergie de la Commission européenne pour la constitution d'une *task force* pour le projet CEME.
- Études sur les défis énergétiques, les énergies renouvelables, les réseaux électriques, et la création d'un forum régional.
- Organisation de groupes de travail et rapports sur la formation dans l'énergie, et la contrainte carbone dans la région.





→ NOS RECOMMANDATIONS

Poursuivre les échanges d'expériences et de visions sur la contrainte carbone

La convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques attribue aux pays développés l'essentiel des efforts. Les industriels des Psem ne sont pas concernés pour le moment. Mais la dynamique propre de la contrainte carbone en vigueur dans les pays de la rive nord produit des effets sur les Psem malgré leur non engagement. Le financement de projets MDP (Mécanisme de développement propre) dans les pays de la rive sud pour utiliser des crédits Kyoto sur le marché EU ETS et l'inclusion du trafic aérien international à partir de 2012 dans l'EU ETS, constituent les impacts régionaux les plus notoires de cette contrainte carbone. Pour relever les défis communs économiques et environnementaux, il est impératif de poursuivre les échanges d'expériences et de visions entre les acteurs des deux rives, et d'identifier des mécanismes incitatifs de réduction d'émissions aussi bien pour le Nord que pour le Sud, qui reposeraient sur des coopérations régionales, notamment dans l'économie verte.

Structurer un réseau euroméditerranéen de formation, recherche et transferts de savoir-faire

Le Sud doit inscrire ses décisions énergétiques dans un contexte à la fois de raréfaction de certaines ressources, d'économies d'énergies et de lutte contre le réchauffement climatique.

Cette perspective suscite :

- l'intérêt de beaucoup d'États méditerranéens en faveur de l'énergie nucléaire. Cela nécessite des compétences et une technicité fortes qui pourraient être acquises avec un institut méditerranéen de formation sur l'énergie nucléaire fondé sur une coopération méditerranéenne associant les États intéressés ;
- une nouvelle approche couplant l'eau à l'énergie, au travers de la création d'un institut méditerranéen des sciences et techniques de l'énergie et de l'eau (rapport *Imestene*) qui puisse constituer un outil régional de formation, de recherche et d'échanges d'expériences. Fondé sur un consortium d'un nombre limité de partenaires, il disposerait d'un centre jouant le rôle de tête de réseau, et de fortes capacités d'action en direction des entreprises (modèle du Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes – Ciheam).

Faire de l'énergie la première politique euroméditerranéenne commune

Compte tenu des défis énergétiques majeurs de la région, ce secteur pourrait constituer un élément moteur d'une Union méditerranéenne, fondée sur les complémentarités, la recherche de l'équilibre dans les relations Nord-Sud et la solidarité.

Les premiers travaux d'Ipemed ont recommandé :

- un partenariat Nord-Sud qui intègre le Sud dans la recherche européenne, facilite la circulation des ressources humaines entre les deux rives pour développer les

compétences du Sud, et œuvre au rapprochement progressif des mécanismes nationaux de régulation des marchés de l'électricité et du gaz ;

- un développement durable régional qui favorise l'efficacité énergétique à une échelle régionale, appuie le développement de technopoles sur l'énergie solaire au Sud et crée un fonds carbone méditerranéen établissant une solidarité régionale et permettant de financer des projets dans le Sud ;
- la mise en place d'un cadre réglementaire stable à long terme dans le gaz, une filière pétrole en aval génératrice de valeur et d'emplois et l'achèvement de l'interconnexion des réseaux électriques.

En s'appuyant sur l'idée de Communauté euroméditerranéenne de l'énergie (CEME) lancée par la Commission européenne en mars 2011, Ipemed a établi un état des lieux des enjeux de la coopération régionale afin de proposer les fonctions potentielles d'une possible communauté. Celle-ci est appelée à soutenir un dialogue régional multi-acteurs, l'intégration des marchés du gaz et de l'électricité, et la création de filières industrielles euroméditerranéennes.

Perspectives d'approfondissement

Sensibiliser les acteurs économiques des Psem sur leur empreinte carbone et accompagner la mise en place de dispositifs opérationnels locaux ou internationaux de réduction d'émissions (crédit sectoriel, Namas, taxes, etc.).





Eau et assainissement

Sur la base des travaux menés sur la CEME, une mission de consultations auprès des industriels, des opérateurs et des pays de la région, validée par l'Union Européenne, pourrait être conduite par Ipemed et l'OME.

Ipemed pourrait appuyer l'Imestene et la coopération industrielle parmi les premières réalisations de la CEME.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Les projets pour la Méditerranée, avril 2008, « Propositions dans le domaine de l'énergie »

Diffusion publique

Les Notes Ipemed, n°2-2009, « L'énergie en Méditerranée situation, perspectives, contraintes et enjeux », Mustapha K. Faïd

Les Notes Ipemed, n°8-2010, *Energies renouvelables en Méditerranée*, Abdelnour Keramane (coord.)

Les Notes d'Ipemed, n°9-2010, *Le défi énergétique en Méditerranée*, Francis Ghilès

Les Notes Ipemed, n°11-2010, « La boucle électrique et le marché euroméditerranéen de l'électricité », Abdelnour Keramane

Palimpsestes d'Ipemed, n°4-2011, « Pour une réelle coopération énergétique en Méditerranée », Mustapha K. Faïd

Palimpsestes d'Ipemed, n°5-2011, « La formation en Méditerranée dans l'énergie et le développement durable », Abdelnour Keramane

Palimpsestes d'Ipemed, n°6-2011, « La contrainte carbone dans la région euroméditerranéenne », Morgan Mozas

Palimpsestes d'Ipemed, n°10-2011, « Les partenariats énergétiques entre l'UE et ses voisins du Sud et de l'Est », Jacques Percebois

CHEF DE PROJET Morgan Mozas
morgan.mozas@ipemed.coop

Objectifs du programme d'étude

Sans même tenir compte de l'impact du réchauffement climatique, la Méditerranée connaît déjà des problèmes d'accès à l'eau et à l'assainissement. Pourtant, l'eau peut devenir la pierre angulaire d'une filière économique de haut niveau, et d'une coopération internationale ambitieuse qui ferait de la Méditerranée une écorégion leader.

Bien que l'eau en Méditerranée soit au centre de nombreuses réflexions depuis la Convention de Barcelone de 1976, peu d'actions communes décisives se sont concrétisées. Pour répondre aux enjeux opérationnels régionaux, le programme d'Ipemed a défini cinq objectifs :

- avancer sur l'accès des populations des Psem aux services publics essentiels que sont l'eau et l'assainissement ;
- agir en priorité sur la gestion de la demande notamment en matière d'irrigation et augmenter la disponibilité des ressources en eau (réutilisation des eaux usées, techniques d'infiltration, dessalement...) ;
- montrer que l'enjeu principal du service local de l'eau est celui de la gouvernance (contractualisation, tarification, péréquation...) ;
- promouvoir la sécurisation des investissements ;
- contribuer à une gouvernance régionale de l'eau qui valorise, coordonne l'expertise existante et oriente les politiques régionales de l'eau.

Méthodes et travaux

- Organisation de groupes de travail sur la gouvernance des services de l'eau et de l'assainissement des villes, et séminaires préparatoires au 6^e Forum mondial de l'eau portant sur la gouvernance régionale de l'eau.
- Étude sur les effets du changement climatique dans la région méditerranéenne.
- Organisation d'un *Séminaire du monde méditerranéen* consacré à l'eau en coopération avec l'OIEau et le Plan Bleu.
- Organisation d'un colloque et de déjeuners-débats sur les services de l'eau, le climat, la sécurité et l'innovation, en collaboration avec Suez-Environnement, la FRS et l'IME.
- Force de proposition : lors de la session de la société civile de la Conférence ministérielle sur l'eau de Jordanie (décembre 2008), proposition d'une convention internationale définissant des droits et devoirs ; et lors d'une session du 6^e Forum mondial de l'eau à Marseille, présentation du *Réseau Méditerranéen de Ressources sur l'Eau*.

→ NOS RECOMMANDATIONS

Prendre la mesure de l'enjeu crucial de l'eau face à l'ampleur du changement climatique en Méditerranée

- prendre en compte dès maintenant les changements climatiques futurs dans les décisions d'investissement de long terme (urbanisation, transport, énergie, gestion de l'eau, agriculture, tourisme...), ce qui passe par une amélioration de la





capacité d'analyse prospective dans la région ;

- agir pour une convergence euroméditerranéenne des normes et réglementations, intégrant des stratégies de gestion de l'eau et d'adaptation aux changements climatiques, ainsi que des moyens de réponses et de prévention communs.

Mettre en œuvre une démarche de développement durable qui intègre la dimension économique, sociale et environnementale

Cela induit :

- le recouvrement soutenable des coûts directs d'entretien et d'exploitation ;
- une gouvernance des services fondée sur des relations contractuelles définissant clairement le partage des responsabilités entre l'autorité publique et l'opérateur quelque soit le mode de gestion ;
- l'échange d'expériences et la diffusion des bonnes pratiques basée sur l'auto évaluation ou des évaluations mutuelles.

Appuyer la formation avec un pôle méditerranéen d'excellence des métiers de l'eau

Pour encourager les décideurs politiques et opérateurs à mieux intégrer le couplage eau-énergie dans leurs décisions, Ipemed recommande la mise en place d'un pôle d'excellence méditerranéen des métiers de l'eau qui puisse constituer un lieu de formation continue, d'échanges d'expérience, de recherches conjointes, et de prospective entre décideurs de haut niveau.

Proposer une nouvelle gouvernance euroméditerranéenne de l'eau

Les travaux conduits par Ipemed depuis 2007, approfondis dans le cadre de la préparation du 6^e Forum mondial de l'eau (mars 2012), nous ont conduit à proposer la mise en

place progressive d'une gouvernance de l'eau qui s'organise en trois niveaux :

- un Réseau méditerranéen de ressources sur l'eau visant à mutualiser au sein d'un réseau régional les différentes compétences des instituts de l'eau (information, formation...) pour former une plateforme d'expertise ;
- un Comité des acteurs de l'eau agissant comme un comité régional de dialogue et d'orientation des politiques de l'eau, en accord avec la Stratégie méditerranéenne de l'eau, et réunissant différentes parties prenantes (autorités publiques locales et nationales, opérateurs, agences de bassins, associations...);
- envisager sur le long terme une Agence méditerranéenne de l'eau, pouvant se concrétiser par la signature d'une convention internationale, qui aurait pour missions d'appuyer les actions communes des agences de bassin de la région, d'améliorer l'efficacité des usages de l'eau dans les différents secteurs, de réduire la pollution dans les bassins hydrographiques et dans les zones côtières, en participant au financement ou co-financement de réalisations concrètes avec des ressources financières classiques ou innovantes.

Perspectives d'approfondissement

Ipemed doit continuer à porter l'ambition du projet de création d'un réseau de ressources et de mise en place d'un comité des acteurs de l'eau en cohérence avec les autres initiatives menées dans la région. Cette démarche nécessite d'obtenir un relais d'influence des entreprises proches d'Ipemed. Pour crédibiliser le projet d'Agence, il faut identifier de nouvelles sources de financements (ex. : taxe sur les navires lors des traversées des

détroits). Il est impératif également d'améliorer l'efficacité des usages de l'eau dans le secteur le plus consommateur en Méditerranée, l'agriculture. Il faut enfin développer les différentes compétences du secteur avec une coopération régionale renforcée dans la formation.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Les projets pour la Méditerranée, avril 2008, « Propositions dans le domaine de l'eau »

Propositions pour la Session de la société civile de la conférence ministérielle sur l'eau de Jordanie, décembre 2008, « Stratégie pour l'eau en Méditerranée : l'ambition d'un traité international »

février 2012, « Renouveler la gouvernance de l'eau dans le pourtour méditerranéen », Hervé Lainé

Diffusion publique

Construire la Méditerranée, juin 2009, « Eau et assainissement des villes et pays riverains de la Méditerranée », Claude Martinand (dir.)

CNRS Strates, 2008, « Eau et assainissement », Claude Martinand avec la collaboration de Marie-Joëlle Kodjovi, revue Strates - Matériaux pour la recherche en sciences sociales, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Yann Richard éd., Ladyss, Paris

Construire la Méditerranée, novembre 2009, « Région méditerranéenne et changement climatique : une nécessaire anticipation », Stéphane Hallegatte, Samuel Somot, Hypatie Nassopoulos

Actes du colloque Ipemed-Suez du 17 décembre 2008, 2010, « L'eau en Méditerranée : fonder une stratégie commune – services de l'eau, climat et sécurité », L'Harmattan, Paris, Pierre Beckouche, Zoé Luçon, Alexandre Taithe (dir.)

Projets pour la Méditerranée, mai 2010, « Une Agence méditerranéenne de l'eau pour passer de la stratégie à l'action », Fadi Comair, Jean-François Donzier, Hervé Lainé, Eric Mino, Ipemed, OIEau, Semide

CHEF DE PROJET Morgan Mozas
morgan.mozas@ipemed.coop





Agriculture et développement rural

Objectifs du programme d'étude

Assurer la sécurité alimentaire au Sud à travers la garantie de l'accès pour tous à une alimentation saine et nutritive et correspondant aux modèles culturels. Les Psem doivent remettre la souveraineté alimentaire au cœur de leur politique agricole et agroalimentaire en privilégiant un partenariat de proximité avec l'Europe pour assurer la stabilité durable de leurs approvisionnements alimentaires, augmenter leur production en exploitant au mieux leurs ressources et en organisant les filières de production, et favoriser l'intégration régionale via des stocks régionaux communs.

Promouvoir l'intégration commerciale et industrielle de l'agriculture en Méditerranée en encourageant les coopérations entre les opérateurs à travers l'identification des dynamiques entrepreneuriales à l'œuvre et potentielles, et l'évaluation du coût de la non-intégration Nord-Sud du marché agricole.

Intégrer l'agriculture aux accords Euromed et du voisinage, au-delà d'une simple libéralisation des échanges commerciaux, en s'inspirant des méthodes et outils de la PAC pour le développement agricole et rural dans les Psem (la population rurale représente 40 % dans les Psem). Il s'agit par ailleurs d'inscrire ces actions dans une perspective de développement durable compte tenu des contraintes environnementales au Sud.

Méthodes et travaux

- Organisation de séminaires de présentation des propositions d'Ipemed, notamment sur la rive sud.
- Tenue en décembre 2009 d'un *Séminaire du monde méditerranéen* consacré aux enjeux agricoles et alimentaires, en coopération avec le Ciheam.
- Influence à travers des actions multiples : participation à des événements de haut niveau, à Bruxelles, dans les pays européens et sur la rive sud.

→ NOS RECOMMANDATIONS

Promouvoir un Pacte agricole agroalimentaire et rural euroméditerranéen

Offre : appui à la modernisation de l'offre au Sud et aux coopérations pour étoffer les compétences techniques et managériales.

Demande : promotion du modèle agricole et alimentaire euroméditerranéen, qui privilégie une agriculture d'entreprises familiales et un tissu dense de TPE/PME agroalimentaires et commerciales, un ancrage territorial et une alimentation aujourd'hui mondialement connue pour ses bénéfices sanitaires et sociaux.

Marchés : création d'une appellation ombrelle *Produits méditerranéens* mondialement reconnue, qui coifferait l'ensemble des appellations par produits en particulier concernant les fruits, les légumes et l'huile d'olive, afin de constituer des organisations euroméditerranéennes des échanges intégrées.

Territoire rural : financement des politiques de développement rural communes à l'ensemble de la région, telles que programmées dans l'UE dans le cadre du Feder et création au Sud d'un programme cofinancé de développement rural durable.

Assurer la sécurité alimentaire du Sud à travers l'établissement d'alliances stratégiques notamment entre opérateurs

- Etablir des accords commerciaux internationaux pour assurer des approvisionnements stables et à prix lissés en produits alimentaires stratégiques (cadre institutionnel Euromed).
- Encourager des partenariats interentreprises en raison de la complémentarité des produits échangés (céréales et produits laitiers du Nord vers le Sud, fruits et légumes du Sud vers le Nord).
- Créer une structure proactive pour accélérer les relations partenariales interentreprises.
- Mettre en œuvre une action d'envergure de type *Contrat de progrès agricole, agroalimentaire et de développement rural durable* pour aller vers une sécurité alimentaire à long terme et un co-développement entre acteurs des filières agroalimentaires.





Mettre en place une PAACEM, politique agricole et alimentaire euroméditerranéenne

Celle-ci doit être fondée sur des coopérations Nord-Sud et Sud-Sud, dans une perspective de développement durable. Cette PAACEM doit avoir pour finalités : l'augmentation de la production agricole et alimentaire dans chaque pays méditerranéen, la promotion d'un partenariat commercial euroméditerranéen, et l'organisation de filières agroalimentaires territorialisées.

Le coût estimé d'une PAAC-Psem est d'environ 25 milliards de dollars par an, dont 20 milliards pour la politique alimentaire et 5 milliards pour les mesures agricoles ; la partie réellement additionnelle ne représentant que 12 % des budgets des Psem actuellement alloués à l'agriculture ; ce surcoût de 5 milliards pourrait être financé moitié par l'UE et moitié par les Psem.

Promouvoir une meilleure organisation de la filière fruits et légumes

Celle-ci pourrait se mettre en place au travers d'un dispositif s'inspirant des acquis communautaires de la PAC pour une mise à niveau, notamment managériale et qualitative, des filières fruits et légumes dans les Psem. Il s'agit d'encourager la constitution d'organisations de producteurs dans les pays du Sud, de renforcer l'accompagnement financier des producteurs en s'inspirant de certains dispositifs fonctionnant dans l'UE, tout en assurant un transfert de connaissances et en facilitant l'accès aux investisseurs étrangers de façon à favoriser un climat de concurrence. Par ailleurs, des filières d'enseignement et de vulgarisation devraient être organisées de façon à échanger des expériences en matière de partenariat et d'innovation. Enfin, il conviendra de s'intéresser à la

logistique maritime (conteneur reefer pour produits périssables) sur les lignes Maroc-ports méditerranéens ou Maroc-ports de la mer du Nord – alternative crédible au transport par camions.

Perspectives d'approfondissement

- Intensifier l'action d'influence pour promouvoir le projet de PAACEM auprès des décideurs du Nord et du Sud.
- Proposer des modèles d'organisation de l'interaction entre filières et territoires dans les Psem.
- Promouvoir des filières agroalimentaires, des labels de qualité et des indications géographiques, des circuits courts...
- Approfondir les questions de la propriété foncière (remembrement, *landgrabbing*, statut du fermage...).
- Intégrer les questions du développement durable dans les politiques agricoles et notamment les filières alternatives comme le bio, notion d'agro-écologie.
- Réfléchir à la mise en place d'une stratégie euroméditerranéenne commune vis-à-vis des grands importateurs de semences.
- Revaloriser le milieu rural en encourageant le réinvestissement rural par les migrants ruraux.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Décembre 2006, « Dynamique des échanges internationaux agricoles et agroalimentaires de la zone euroméditerranéenne », Jean-Louis Rastoin et Aniko Szedlak, UMR Moisa, Montpellier

Automne 2008, « Pour une organisation euroméditerranéenne de la production et des échanges dans la filière fruits et légumes (OPEFL) », Jean-Louis Rastoin, Hassan Benabderrazik, Fatima El Hadad, Charlotte Emlinger, Jean-Claude Montigaud, UMR Moisa

Automne 2008, « Pour une organisation euroméditerranéenne de la production et des échanges dans la filière fruits et légumes (OPEFL) », Jean-Louis Rastoin, Hassan Benabderrazik, Fatima El Hadad, Charlotte Emlinger, Jean-Claude Montigaud, UMR Moisa

Automne 2008, « Perspectives et instruments de coopération régionale euroméditerranéenne dans la filière fruits & légumes (PICFL-MED) », Jean-Louis Rastoin, Hassan Benabderrazik, Fatima El Hadad, Charlotte Emlinger, Jean-Claude Montigaud, UMR Moisa

Novembre 2009, « Indications géographiques et marques territoriales agricoles et agroalimentaires dans l'espace euroméditerranéen : orientations stratégiques pour un développement durable », Hélène Ilbert et Jean-Louis Rastoin

Juillet 2010, « Partenariats stratégiques pour la sécurité alimentaire en Méditerranée (PSAM) ; état des lieux, situation céréalière et besoins et opportunités des coopérations interentreprises », Jean-Louis Rastoin, Foued Cheriet, Nahid Movahedi, UMR Moisa

Décembre 2011, « Dynamique des ressources en terres, en eau et en semences dans l'agriculture méditerranéenne (Resamed) », Jean-Louis Rastoin, Foued Cheriet, Nahid Movahedi

Janvier 2012, « Pour une politique agricole et agroalimentaire euroméditerranéenne (Ninamed) », Jean-Louis Rastoin, Lucien Bourgeois, Foued Cheriet, Nahid Movahedi, Fatima Boualem, UMR Moisa

Diffusion publique

CNRS *Strates*, 2008, « Enjeux, objectifs et instruments d'une intégration régionale agroalimentaire méditerranéenne », Christian Dubreuil, revue *Strates*. *Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Y. Richard éd., Ladyss, Paris

Les Notes d'Ipemed, n°4-2009, « Un pacte agroalimentaire et rural pour l'intégration régionale euroméditerranéenne » Christian Dubreuil et Jean-Louis Rastoin (dir.)

Les Notes d'Ipemed, n°6-2010, « Sécurité alimentaire en Méditerranée, un enjeu géostratégique majeur », Jean-Louis Rastoin et Foued Cheriet

Palimpsestes d'Ipemed, n°9-2011, « La situation céréalière en Méditerranée », Edward Aoun, Amal Chevreau

CHEF DE PROJET Amal Chevreau
amal.chevreau@ipemed.coop





Transports et logistique

Objectifs du programme d'étude

Pour accompagner le développement de la production et des échanges entre les deux rives, il convient de mettre en place des systèmes logistiques performants interconnectant les producteurs, leurs fournisseurs, leurs distributeurs et leurs clients. C'est une condition essentielle pour réaliser une convergence régionale.

- Donner une place accrue aux opérateurs dans la stratégie euroméditerranéenne de transport.
- Donner une vision stratégique du ciel méditerranéen montrant les enjeux pour les transporteurs.
- Analyser la prospective dans la région.
- Faciliter la constitution d'un réseau des professionnels du ferroviaire des deux rives de la Méditerranée.
- Promouvoir les alliances pour aller vers un espace aérien *domestique*.
- Constituer un réseau ferroviaire méditerranéen pour contribuer au maillage territorial international de la région, au développement économique et de l'emploi, et à la lutte contre le réchauffement climatique.

Méthodes et travaux

- Etudes et groupes de travail.
- Mobilisation d'acteurs du transport aérien des deux rives dans le cadre d'ateliers portant sur la contrainte carbone dans la région euroméditerranéenne, et action d'influence d'Ipemed pour faciliter le rapprochement entre les compagnies aériennes européennes, notamment française, et les compagnies du Maghreb.

- Initiative pour organiser un réseau ferroviaire euroméditerranéen.
- Synthèse de l'information disponible sur les *autoroutes de la mer*.
- Cartographie des projets de transport et d'infrastructures des entreprises dans la région.

→ NOS RECOMMANDATIONS

Développer les relations d'échanges commerciaux maritimes entre les deux rives

Il ressort d'une étude d'Ipemed que le Bassin méditerranéen reste essentiellement un espace de transit dans le commerce mondial (flux Nord-Sud profondément déséquilibrés du fait de la sous industrialisation des Psem, flux Sud-Sud quasi inexistant), avec une croissance de ses échanges bien inférieure à celle du commerce mondial. Pour répondre aux enjeux économiques et environnementaux régionaux, l'essor des échanges maritimes entre les deux rives de la Méditerranée se révèle essentiel. Celui-ci doit passer par :

- une amélioration de la gouvernance des ports ;
- des simplifications des procédures douanières et non douanières ;
- des mesures de réduction des temps d'immobilisation des conteneurs dans les terminaux ;
- le développement de l'intermodalité.

Répondre aux enjeux régionaux de mobilité et de chaîne logistique

Compte tenu de l'essor logistique attendu dans les dix prochaines années dans la région, il demeure capital de définir une stratégie régionale intégrée du transport de passagers et de marchandises,

surtout entre les pays du sud. Cette démarche nécessite de favoriser la rencontre et les interactions entre les acteurs économiques et opérateurs des différents secteurs de transport (maritime, aérien, ferroviaire, routier). Cela induit également une amélioration de l'articulation entre les façades maritimes et les arrières pays, et du développement des plateformes et connexions multimodales.

Transports aériens : le chemin de la négociation entre opérateurs

L'adhésion à une alliance commerciale commune doit être un moyen de parvenir à la création d'un espace commun, profitable à tous. Or trop de disparités existent entre les compagnies du Nord et celles du Sud. Cette alliance doit se concrétiser par l'ouverture de négociations avec les compagnies du Maghreb (rapprochement de la RAM vis-à-vis de Skyteam).

Outil d'infographie sur les infrastructures de transport

La dispersion et le manque d'informations relatives aux différentes infrastructures de transport existantes et en projets dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, ne permet pas d'avoir une vue d'ensemble des besoins et de l'offre de transport dans la région. Cette lacune empêche d'identifier les priorités d'aménagement des réseaux de transport et d'orienter les investisseurs. Un outil d'infographie, régulièrement mis à jour avec l'appui des pouvoirs publics locaux et des opérateurs, permettrait d'intervenir dans les zones non desservies par des offres de transport ou mal reliées à d'autres réseaux.



Formation professionnelle euromaghrébine

Le développement régional des réseaux de transport doit également passer par le transfert de savoir entre opérateurs des deux rives de la Méditerranée aussi bien dans les domaines techniques que stratégiques et managériaux. La mise en œuvre d'un institut euroméditerranéen de formation consacré aux métiers de la logistique et du ferroviaire participerait à un meilleur échanges de pratiques.

Perspectives d'approfondissement

Relancer les projets de mise en réseau des professionnels des transports ferroviaires ou des transports publics urbains avec l'appui d'opérateurs publics et privés.

Promouvoir un outil d'observation stratégique du transport et de la logistique en Méditerranée s'inspirant de l'Observatoire des politiques et stratégies de transport en Europe.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Mai 2007, « Enjeux de l'ouverture du ciel euroméditerranéen et de sa nécessaire "domestication" », Nordine Ouabdesselam et Christian Reynaud

Rapport d'Etudes, septembre 2009, « Prospective des transports en Méditerranée à l'horizon 2030 », Florent Laroche sous la direction d'Yves Crozet, Laboratoire d'économie des transports (LET), Université de Lyon

Report for the Mediterranean Investment Initiative, « Mapping projects and investment in the Mediterranean » (mars 2009), Pierre Beckouche

Diffusion publique

Les Notes d'Ipemed, n°7-2010, « Les autoroutes de la mer, des perspectives prometteuses en Méditerranée », Maxime Weigert, préface de Marc Abeille

CHEF DE PROJET Morgan Mozas
morgan.mozas@ipemed.coop

TIC et informatisation des sociétés

Objectifs du programme d'étude

Comprendre la réglementation, l'offre et la régulation des télécommunications dans les Psem.

Comprendre les relations entre régulation et innovation, et comment favoriser le développement des contenus et des services.

Analyser le phénomène de l'informatisation de la société méditerranéenne à travers les notions de sécurité et de confiance et réfléchir aux moyens de mettre en place un espace commun numérique méditerranéen « .med ».

Envisager les modalités d'une coopération méditerranéenne dans ce domaine.

Méthodes et travaux

- Constitution de deux groupes de travail avec des experts issus des deux rives de la Méditerranée.

→ NOS RECOMMANDATIONS

Concernant la régulation et le développement industriel :

- créer une conférence euroméditerranéenne permanente des divers acteurs du secteur (opérateurs, industriels, régulateurs, centres de recherche, pouvoirs publics, associations de consommateurs...) appuyée sur les deux réseaux existants d'autorités de régulation des télécom : le Réseau des régulateurs de la région arabe et le Frate (francophone) ;
- aider au renforcement des capacités d'expertise des autorités de régulation indépendantes, échanger les bonnes pratiques et définir des préoccupations communes aux opérateurs du Nord et du Sud ;
- envisager de nouveaux partenariats industriels entre opérateurs du Nord et du Sud de la Méditerranée, en dehors des prises de participation en capital, à l'occasion notamment des privatisations ;
- mettre en réseau les parcs technologiques existant dans les pays arabes, d'une part entre eux, d'autre part avec ceux des pays du Nord de la Méditerranée ;
- développer des partenariats en matière de R&D et d'innovation de services ;
- rechercher une tarification domestique unifiée en téléphonie mobile, notamment un *roaming* gratuit et d'une manière plus générale, inciter au développement de normes techniques communes au Maghreb ;



- fédérer des échanges communautaires pour créer un espace culturel transnational au Sud et favoriser le développement d'une industrie des contenus (Web 2.0) ;
- accompagner le mouvement du Maghreb en direction de l'Afrique subsaharienne, déjà amorcé en Tunisie et surtout au Maroc, par des partenariats renforcés entre opérateurs ;
- rechercher des schémas alternatifs de relations contractuelles sur le long terme (contractualisation à moyen terme des appels d'offres internationaux communs aux pays du Maghreb, etc.) ;
- développer la connaissance approfondie des usages des TIC dans les pays arabes ;
- développer des formations et des écoles de haut niveau dans les télécommunications et renforcer les partenariats entre écoles.

Concernant la mise en place d'un espace numérique commun méditerranéen « .med » :

- développer un *Cloud computing méditerranéen* d'intérêt général, en commençant par trois domaines essentiels qui sont les énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, le paiement électronique et la sécurité des réseaux ;
- définir une charte d'usage et de référence et un label méditerranéen en matière de TIC favorisant une harmonisation des pratiques ;
- promouvoir une réflexion et un débat public sur les politiques à conduire en matière de protection de la propriété intellectuelle, de la vie privée et de la souveraineté ;

- créer un fonds d'investissement méditerranéen MEDTIC (partenariat public/privé) dédié aux TIC ;
- impulser une dynamique de production industrielle de contenus, notamment de logiciels, au Sud, qui contribuerait à enrayer la fuite des compétences, à relocaliser des activités dans les pays d'origine et pourrait favoriser le retour des nationaux installés dans la Silicon Valley ;
- développer l'enseignement et la recherche dans le domaine des TIC dans les pays du Sud méditerranéen, mais aussi les incubateurs et les start-up associés, en particulier pour les jeunes ingénieurs, à travers notamment la création d'un réseau de technopoles de recherche, innovation et développement, d'un observatoire méditerranéen de l'immatériel et des données, et d'une université de la Méditerranée, virtuelle et en réseau ;
- promouvoir la numérisation et l'archivage du patrimoine culturel et historique de la Méditerranée. Cette initiative pourrait être accompagnée de la création d'une WebTV de la Méditerranée valorisant ses richesses culturelles. Un événement culturel, scientifique et pédagogique rassemblant chaque année les acteurs de la Méditerranée afin de valoriser des initiatives innovantes et originales dans les TIC pourrait également être organisé.

Perspectives d'approfondissement

Diffusion et promotion des recommandations auprès des pays de la rive sud.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Rapport pour Ipemed, mai 2007 :
« Régulation et développement industriel des télécommunications autour de la Méditerranée », Pierre Musso et Laurent Gille (dir.)

Diffusion publique

Palimpseste d'Ipemed, n°7-2011,
« La confiance dans la société numérique méditerranéenne. Vers un espace .med », Bouchra Boulouiz, Emmanuele Carboni, Nassim Kerdjoudj, Yamina Mathlouthi, Laurent Ponthou et Giuseppe Richeri., coordonné par Laurent Gille, Wahiba Hammaoui et Pierre Musso

Construire la Méditerranée, mars 2012,
« Vers un espace .med - La confiance dans la société numérique méditerranéenne », coordonné par Laurent Gille, Wahiba Hammaoui et Pierre Musso

CHEF DE PROJET Macarena Nuño
macarena.nuno@ipemed.coop





Santé

Objectifs du programme d'étude

Dresser un état des lieux des systèmes de santé au Maroc, en Algérie et en Tunisie.

Proposer des pistes de coopération, voire d'alliances Sud-Sud mais également avec les pays du Nord de la Méditerranée.

Méthodes et travaux

- Constitution de trois groupes d'experts, dont un composé uniquement de spécialistes maghrébins de la santé.
- Tenue de plusieurs réunions de travail et organisation d'un séminaire d'approfondissement.
- Influence : diffusion très large du rapport notamment dans les pays du Maghreb, contacts avec le secrétariat d'État français chargé de la Santé, la cellule UpM et rencontre avec les principaux acteurs concernés afin de lancer une dynamique maghrébine.

→ NOS RECOMMANDATIONS

Accompagner la mise en place de systèmes de santé équitables et solidaires, garantissant un accès aux soins de qualité pour tous :

- réaffirmer la place de la santé au cœur du politique et reconnaître qu'il s'agit d'un droit fondamental des citoyens ;
- faire de la politique de santé un exemple de démocratie en promouvant des actions d'information, des consultations et des procédures de codécision ;

- encourager des pilotages ministériels, gouvernementaux, plus stratégiques permettant au ministère de la Santé de devenir le chef d'orchestre assurant une logique intersectorielle et transversale des questions de santé ;
- mettre en place des outils de pilotage adaptés et performants ;
- développer un système de santé davantage orienté vers les usagers, basé sur une logique de services ;
- promouvoir un système de santé plus solidaire permettant une prise en charge de qualité et une égalité dans l'accès aux soins, pour tous, au moindre coût ;
- définir une stratégie d'affectation de ressources financières efficiente, au service de priorités clairement identifiées, hiérarchisées, et déclinées en programmes nationaux de santé ;
- repenser et réorganiser la formation et l'information de tous les acteurs ;
- promouvoir une régulation accrue du marché du médicament encourageant plus de convergence, voire d'intégration, au niveau maghrébin ;
- développer davantage les collaborations, voire faire émerger des alliances, Sud-Sud et Nord-Sud.

Développer les coopérations dans le domaine du cancer :

- organiser un réseau de soins palliatifs dans lequel le médecin généraliste jouerait un rôle prépondérant en assurant au malade des soins appropriés dans une structure proche de son domicile ou à domicile ;

- établir un programme commun de formation de formateurs, destiné aux spécialistes universitaires et aux personnels soignants, et déclinable par pays ;
- développer des coopérations en recherche appliquée dans le diagnostic du cancer du sein chez la jeune femme. Il s'agit d'équiper et de former des spécialistes d'anatomo-pathologie et d'établir un transfert de savoir-faire de laboratoires spécialisés entre Europe et pays du Maghreb afin d'obtenir un diagnostic plus précis des cancers du sein ;
- développer des cancéropôles en réseaux nationaux, gérés par les équipes impliquées dans les soins et la recherche en cancérologie, sous le contrôle des payeurs. Ce projet consiste à s'inspirer des modèles existants en Europe pour développer au Sud de véritables pôles santé centrés sur le cancer, comportant les trois dimensions de soins, de recherche et de formation.

Encourager une stratégie régionale euroméditerranéenne du médicament :

- promouvoir la prescription des médicaments essentiels dans les Psem en encourageant les actions de sensibilisation et de formation de la filière médicale (pharmaciens, médecins, infirmières, administrations publiques, enseignants, patients) ;
- développer une régulation à l'échelle régionale. Les laboratoires européens pourraient contribuer au transfert, dans les Psem, de la technologie de la production des médicaments les plus essentiels, en contrepartie duquel ces producteurs locaux s'engageraient à ne pas exporter ces médicaments en Europe. L'ensemble garantirait la qualité et la traçabilité des médicaments produits et aiderait à desservir les marchés subsahariens ;



- favoriser une vraie négociation pour l'accès des Psem aux molécules innovantes, notamment dans la perspective du développement de technopôles au Sud ;
- mettre en place une assurance maladie dans tous les pays méditerranéens.

Perspectives d'approfondissements

Valorisation des rapports et des idées produits.

Continuer l'action d'influence afin d'encourager une dynamique maghrébine dans le domaine de la santé.

Approfondir l'idée d'une plus grande convergence dans le domaine du médicament et d'une harmonisation des procédures.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Mars 2007, « Un projet méditerranéen pour la promotion de la santé : le cas de la politique de lutte contre le cancer », Farid Chaoui (coord.)

Rapport de synthèse du groupe « Santé » d'Ipemed, avril 2008, coordonné par Farid Chaoui

Septembre 2009, « Quelle politique méditerranéenne du médicament ? », groupe « Médicaments » d'Ipemed coordonnée par Farid Chaoui

Diffusion publique

Les Notes d'Ipemed, n°13-2012, « Les systèmes de santé en Algérie, Maroc et Tunisie, défis nationaux et enjeux partagés », Farid Chaoui, Michel Legros (coord.)

CHEF DE PROJET Macarena Nuño
macarena.nuno@ipemed.coop

Tourisme

Objectifs du programme d'étude

Montrer à quelles conditions l'activité touristique peut dynamiser l'économie et les territoires de la rive sud. La Méditerranée est la première région touristique du monde, avec 300 millions de touristes internationaux en 2011. On estime qu'elle pourrait attirer 400 millions de touristes en 2025, mais non sans difficultés : la frange côtière est saturée, les conflits d'usage du sol et des ressources rares se multiplient, l'instabilité politique risque de durer.

Proposer des outils pour une meilleure coordination des opérateurs privés du tourisme méditerranéen. Cette coordination est difficile car la majorité des entreprises du secteur sont des TPE. Dans la plupart des institutions régionales, un consensus se dessine en faveur d'une coopération public-privé euroméditerranéenne dédiée à l'observation du tourisme méditerranéen, aux échanges d'expériences, à la promotion d'un tourisme durable et à la formation professionnelle.

Résultats

Le premier constat est celui de la nécessité d'adapter le modèle touristique aux évolutions du tourisme mondial. En premier lieu, on observe que la majorité des touristes qui fréquentent la Méditerranée viennent de la région, essentiellement d'Europe, mais de plus en plus des Psem ; la part de la rive nord baisse et celle de la rive sud ne cesse de progresser.

Par ailleurs, la demande de tourisme méditerranéen évolue :

- essor du tourisme d'affaires : la constitution d'un système productif transméditerranéen va entraîner un accroissement des mobilités d'affaires ;
- nouvelles mobilités et développement local : le tourisme est une composante de la demande de mobilité : voyages multi-motifs (affaires, visites des diasporas à leur famille, loisirs, santé) ; tourisme semi-permanent des retraités du Nord. Autour de la notion d'*économie résidentielle* l'association du tourisme et du développement local peut fonder une nouvelle stratégie pour les Psem ;
- montée du tourisme Sud-Sud : de plus en plus nombreuses, les classes moyennes cherchent à découvrir leur pays et ceux de leur voisinage arabe ;
- la Méditerranée interface entre l'Europe et l'Afrique : l'essor de l'Afrique va se traduire par des relations avec l'Europe via la Méditerranée ;





- une demande croissante de tourisme culturel : 40 % du tourisme mondial est désormais un tourisme culturel. Pour satisfaire cette demande, la Méditerranée dispose de nombreux atouts : sites patrimoniaux, cuisine, lieux saints, etc.

Concernant le cas spécifique de la Tunisie, nous avons fait la synthèse en 2011, à la lumière de la révolution en cours, des traits dominants de l'activité touristique dans ce pays :

- l'activité touristique représente 6 % du PIB et 12 % de l'emploi à la fin des années 2000 ;
- l'économie touristique est restée sous le contrôle de sociétés tunisiennes qui ont réalisé plus de 80% des investissements touristiques pendant la phase de l'essor ;
- ce secteur a concouru à l'ouverture sur l'Occident : le tourisme demeure l'un des principaux moteurs du lien euro-tunisien ;
- les pratiques arbitraires du système néolibéraliste ont entravé la mise en place d'une nouvelle stratégie.

→ NOS RECOMMANDATIONS

Face à ces constats, un certain nombre d'orientations nouvelles pour la région sont possibles :

- tourisme et cuisine : une reconquête culinaire est en cours à travers la promotion de la diète méditerranéenne, le développement des circuits courts et l'interaction entre producteurs locaux et marchés de consommation touristiques ;
- tourisme durable : la prédominance du modèle balnéaire de masse doit être contrebalancée par le développement d'une offre écotouristique ;
- religion et tourisme : la Méditerranée recèle des itinéraires des trois religions du Livre ;
- tourisme et Internet : le tourisme fait de plus en plus appel à des outils web. Les offres méditerranéennes sont en retard par rapport à ce qui se fait dans d'autres régions du monde.

Concernant la Tunisie, nos principales recommandations visent à :

- diversifier l'offre touristique dans un sens culturel et durable ;
- démocratiser la gouvernance touristique, décentraliser les décisions, moderniser les institutions et les entreprises, valoriser les ressources humaines ;
- essayer de faire évoluer la régulation du ciel qui entrave le développement des vols *low cost*.

Perspectives d'approfondissement

Poursuite des études pays : Maroc et Algérie (en cours en 2012).

Etudier les corrélations entre Tourisme et RSE.

Tourisme et mobilités Sud-Sud (en cours en 2012).

TRAVAUX

Diffusion restreinte

Note de travail, 2008, « Créer une Agence Méditerranéenne du tourisme pour coordonner l'action et promouvoir un tourisme durable et solidaire », Robert Lanquar, Jean Viard

Diffusion publique

Note de travail, 2009, « Enjeux et nouvelles demandes de tourisme en Méditerranée », Ipemed

Les Notes d'Ipemed n°10-2010 : « Renouveler le tourisme euroméditerranéen : le grand chantier », Maxime Weigert

Les Notes d'Ipemed n°12-2012 : « Le tourisme en Tunisie. Les défis à l'heure de la transition démocratique », Maxime Weigert

CHEF DE PROJET Maxime Weigert
maxime.weigert@ipemed.coop



Migrations et mobilités

Objectifs du programme d'étude

Analyser et mieux comprendre le phénomène de la mobilité et des migrations dans la région méditerranéenne : cadre réglementaire, routes de migration, causes, profil des migrants, tendances démographiques au Nord et au Sud de la Méditerranée, etc.

Passer d'une vision administrative des migrations à une vision économique des mobilités.

Informersur la réalité de la situation et encourager une plus grande mobilité dans la région.

→ NOS RECOMMANDATIONS

Développer davantage les migrations qualifiantes avec une cogestion de la formation et du premier emploi par des accords bilatéraux entre un pays du Nord et un pays du Sud dans des domaines où une pénurie de main d'œuvre qualifiée existe au Nord.

Renforcer la coordination politique Nord-Sud, d'autant plus que les partenaires du Sud sont, à leur tour, devenus des pays d'immigration.

Mettre en place un passeport spécial pour les professionnels qualifiés, hommes d'affaires, migrants réguliers et étudiants.

Mettre en place une politique commune de mobilité, visant à terme à permettre la libre circulation des personnes dans la région.

Perspectives d'approfondissement

Analyse des dispositifs et politiques (notamment de visas) mis en place par différents pays (États-Unis, Canada, Royaume-Uni, pays de l'espace Schengen, Emirats arabes unis) pour faciliter la mobilité économique des populations issues du Maghreb (qualifiées et non qualifiées).

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Janvier 2009, « La mobilité des professionnels dans l'espace Euromed : quel cadre réglementaire, quelles réalités de terrain ? », Helena Valdenassi

Septembre 2009, « Population et migrations autour de la Méditerranée, 1950-2050 », Hervé Le Bras

Diffusion publique

CNRS Strates, 2008, « Les mouvements de personnes en Méditerranée : des migrations aux mobilités », Philippe Fargues, Hervé Le Bras, revue Strates, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Yann Richard éd., Ladyss, Paris

Les Notes d'Ipemed, n°1-2009, « Migrants et migrations dans le bassin de la Méditerranée », Philippe Fargues, Hervé Le Bras

Projets pour la Méditerranée, juin 2010, « Faire l'Union par les hommes : une CECA migratoire », Ali Bensaad, Hakim El Karoui, Philippe Fargues, Hervé Le Bras

Construire la Méditerranée, 2011, « Méditerranée : passer des migrations aux mobilités », Pierre Beckouche, Hervé Le Bras (dir.)

CHEF DE PROJET Macarena Nuño
macarena.nuno@ipemed.coop





Réseaux professionnels

Objectifs du programme d'étude

Depuis le lancement du processus de Barcelone en 1995 et en partie grâce à lui, un grand nombre d'initiatives de la société civile tissent un réseau transméditerranéen de coopération et de solidarités multiples dans le domaine économique. Mais faute d'une coordination suffisante, ces initiatives ne parviennent pas à mailler le territoire régional comme les pays riverains de la mer Baltique. La dynamique *bottom up* de la société civile euroméditerranéenne n'a ni reconnaissance ni soutien, alors qu'elle est essentielle à la réussite de l'intégration régionale.

Le programme d'Ipemed avait quatre objectifs :

- reconnaître la pertinence du travail de ces réseaux professionnels pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée ;
- leur proposer de faire masse, d'être visibles et de coopérer, et ainsi pouvoir mieux s'adresser aux décideurs ;
- influencer pour promouvoir le financement des réseaux qui sont peu coûteux, dont l'impact pour la région peut être important (forte capacité de démultiplication dans les milieux professionnels de chacun des pays), mais qui manquent souvent de moyens pour pérenniser leur action ;
- soutenir les actions des réseaux professionnels qui pourraient s'insérer dans le cadre d'une politique méditerranéenne de maillage du territoire régional (ports, agences d'urbanisme, transports ferroviaires, technopoles etc.).

Méthodes et travaux

- Mise en place d'un portail Internet *Maison du monde méditerranéen* présentant des réseaux actifs dans la région.
- Invitation des réseaux professionnels aux groupes de travail d'Ipemed (Remob, Anima, Medelec, Arome...).
- Réunion d'une dizaine de ces réseaux lors des *Entretiens de la Méditerranée* organisés par Ipemed à Barcelone en 2008 et à Hammamet en 2010.
- Contribution au lancement de ces réseaux (Euromed postal : 2007, Meta : 2009)
- Collaboration avec des organismes euroméditerranéens d'études économiques qui ont une dimension de réseau : Ciheam, OME, Plan Bleu, Femise, Carim...

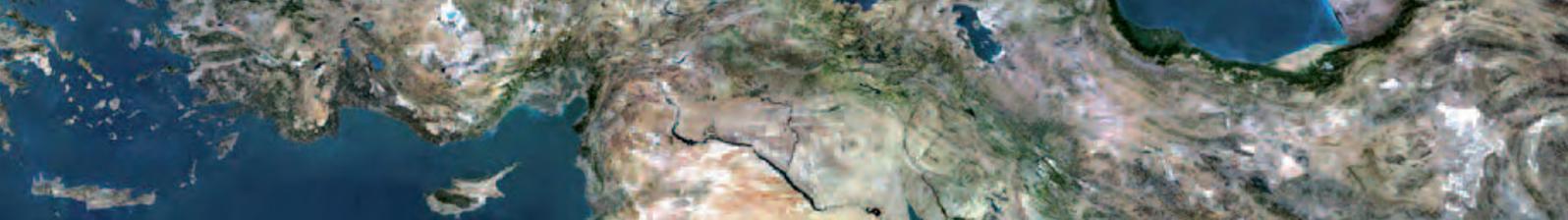
→ NOS RECOMMANDATIONS

Les nombreux réseaux professionnels transméditerranéens existants, bien qu'ils soient porteurs d'échanges dans la durée et qu'ils contribuent à instaurer un climat de confiance, ne font l'objet d'aucune impulsion ni d'aucune coordination régionales, alors même qu'ils incarnent la dynamique de la société civile méditerranéenne.

Non reconnus par les institutions européennes pour la plupart, ils se tissent séparément, souvent sans se connaître et jamais en coopérant. Toute la région pâtit de cette situation. Mieux exploité, le potentiel régulateur de ces réseaux accélérerait considérablement le rapprochement des deux rives. Comme le montre l'exemple de l'Euromed postal, les groupements professionnels influent d'une manière graduelle, mais constructive, au renforcement de l'intégration de la région.

Les réseaux professionnels devraient faire l'objet d'une meilleure prise en compte par les institutions européennes au travers des quatre objectifs suivants :

- reconnaître la pertinence du travail des groupements professionnels qui ont pour objectifs de lever les obstacles qui nuisent au rapprochement des deux rives de la Méditerranée ;
- soutenir les actions des réseaux professionnels qui pourraient s'insérer dans le cadre d'une politique méditerranéenne de maillage du territoire (transports ferroviaires, ports, agences d'urbanisme, technopoles, etc.) ;
- proposer aux réseaux professionnels de faire masse, d'être visibles, d'échanger et de coopérer ;
- financer des réseaux peu coûteux, dont l'impact sur la région peut être considérable par leur forte capacité de démultiplication dans les milieux professionnels de chacun des pays.



Aménagement du territoire, coopération décentralisée

Perspectives d'approfondissement

Aider à la constitution du réseau *Med rail* et du réseau *Med-Urba* qui rassemblerait les agences d'urbanismes (ou leurs équivalents) des villes des pays riverains de la Méditerranée, compte tenu de l'importance du volet urbain des enjeux énergétiques, d'eau et assainissement, de transport, de santé d'efficacité économique et d'innovation.

Promouvoir l'intérêt de créer d'autres réseaux professionnels transméditerranéens dans d'autres domaines comme : les activités portuaires (*Med-Ports*), la sécurité sanitaire des aliments, les parcs naturels, etc.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion publique

Palimpsestes d'Ipemed, n°1-2011,
« Les réseaux professionnels transméditerranéens », Amal Chevreau, Maxime Weigert

CHEF DE PROJET Amal Chevreau
amal.chevreau@ipemed.coop

Objectifs du programme d'étude

Démontrer que, dans une économie fondée sur les interactions, les territoires peuvent être un ingrédient essentiel du développement économique. L'aménagement du territoire est non seulement une façon de mieux équilibrer le pays géographiquement, mais aussi de promouvoir le patrimoine des territoires méditerranéens, valoriser les circuits courts, stimuler l'innovation grâce à des clusters, mieux tirer parti de ces locomotives du développement que peuvent être les villes (il n'existe de schémas directeurs que pour les plus grandes d'entre elles), lancer le développement rural, et, partout, favoriser la participation des citoyens à travers la décentralisation.

Faire le point des transformations de la gouvernance territoriale dans les Psem, qui s'accroissent depuis quelques années.

Promouvoir l'approche territoriale dans les relations transméditerranéennes : les territoires sont une façon concrète et pragmatique de coopérer (coopération décentralisée), d'échanger les expériences, et d'aborder des enjeux politiques aussi sensibles que ceux de l'eau ou de l'agriculture ; le déploiement de réseaux de transport ou d'énergie transméditerranéens est une des façons les plus efficaces de réaliser l'intégration régionale.

Donner, grâce à la cartographie de l'ensemble de la région, une vision intégrée et partagée de l'espace euroméditerranéen qui se présente encore trop souvent de manière segmentée.

Méthodes et travaux

- Élaboration d'un rapport sur la gouvernance des services urbains au Sud. Avant celle du financement, la question clé des services urbains essentiels est celle de la gouvernance. Or en la matière, on ne saurait se contenter des schémas qu'assignent les organisations internationales ; les situations analysées sur le terrain suggèrent plutôt qu'il faut adapter ces recommandations en fonction du contexte local et identifier les nouvelles pratiques qui seront peut-être plus faciles à diffuser au Sud.
- Élaboration d'un rapport sur la coopération décentralisée. L'aide publique au développement des collectivités territoriales françaises n'est mobilisée qu'à hauteur de 18 % pour les Psem (12 millions d'euros par an) ; les collectivités territoriales n'ont pas de programme d'action coordonné en Méditerranée. La Région est le bon interlocuteur pour la coopération décentralisée.



→ NOS RECOMMANDATIONS

Favoriser la déconcentration

Sécuriser, au Sud, les compétences des gouvernorats, des *walis* et des services déconcentrés. La déconcentration des administrations centrales des États apparaît comme une priorité au moins autant que la décentralisation, sur laquelle les organisations internationales mettent quasi exclusivement l'accent.

Au même titre qu'on a été créées des maisons de l'Europe, les régions françaises pourraient créer des maisons du monde méditerranéen pour diffuser les informations pertinentes sur les opportunités de développement de la Méditerranée et de coopération décentralisée.

Réaliser un *Schéma de développement de l'espace commun méditerranéen* (Sdec Med), synthèse des différents schémas et actions (transports, énergie, télécoms...) lancés par l'UE, la BEI, la Banque mondiale ou la coopération bilatérale.

Promouvoir la coopération décentralisée.

Changer de paradigme : passer de la coopération au co-développement

Créer un groupe de coordination permanent sur la coopération décentralisée en Méditerranée sous l'autorité du Sénat.

Créer des plateformes régionales de mutualisation.

Promouvoir l'économie sociale et solidaire.

Créer un réseau des acteurs sociaux des politiques urbaines.

Soutenir l'émergence de nouveaux leaders locaux immergés dans la société civile.

Faire évoluer l'action de la Commission européenne vers plus d'harmonisation et de clarification.

Impliquer les universités dans l'offre d'ingénierie de qualité.

Perspectives d'approfondissement

Mieux se connecter avec le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée (CIM).

Ipemed est associé à un programme européen de recherche qui va cartographier les voisinages de l'Europe et leurs échanges avec l'Europe (programme *Espon - Integrated Territorial Analysis of the Neighbourhoods*).

Avec l'appui des associations d'élus (ARF, ADF, AMGVF), et du Sénat, mieux coordonner et impulser la coopération décentralisée en Méditerranée. Cela pourrait déboucher sur l'idée d'un sommet 5+5 consacré à la coopération décentralisée et à l'aménagement des territoires.

RAPPORTS & PUBLICATIONS

Diffusion restreinte

Rapport pour l'AFD, Ipemed et l'Institut de la Méditerranée, 2008,

« La gouvernance des services publics urbains essentiels au Sud de la Méditerranée », Jean-Claude Tourret, Vincent Wallaert

Note de travail, 2010,

« Faire la Méditerranée des territoires, des villes et des régions », Jean-Louis Guigou

Note de travail, 2010, « Le besoin d'un

schéma de développement de l'espace commun du voisinage », Pierre Beckouche

Diffusion publique :

Revue Maghreb-Machrek, n°208-2011,

« Gouvernance et territoires dans les pays arabes méditerranéens », Pierre Beckouche

« *La coopération décentralisée en France*

à l'heure des Printemps arabes », 2012 (à paraître), Jean-Louis Guigou, Michel David, en coopération avec l'ARF, l'ADF et l'AMGVF

CHEF DE PROJET Pierre Beckouche
pierre.beckouche@ipemed.coop



Communication, dissémination

POUR CONFORTER le positionnement d'Ipemed, mieux faire connaître son action, élargir son cercle d'influence et permettre au plus grand nombre d'adhérer à ses valeurs, un effort significatif a été porté sur la communication.

Trois axes principaux ont été développés : l'édition des études et travaux, le déploiement de la communication électronique et la programmation d'événements.

Première étape de ce plan de communication, une identité visuelle a été définie et un nouveau logo choisi, représentant un rameau d'olivier, arbre symbole de l'ensemble des pays du pourtour méditerranéen.

Pour l'ensemble de ses supports de communication, Ipemed s'est attaché à utiliser des papiers éco-certifiés FSC, qui garantissent une exploitation raisonnée des forêts.

Des publications pour mieux comprendre les enjeux régionaux

Pour donner une meilleure lisibilité aux travaux, aux débats et rencontres organisés d'Ipemed, mais également pour aider à comprendre l'actualité économique et politique de la région, plusieurs publications ont été créées et font l'objet d'une large diffusion électronique, auprès d'un fichier média et institutionnel de plus de 10 000 contacts.

Elles sont également disponibles en libre téléchargement sur le site Internet.

Elles sont adressées en version papier aux membres des organes de gouvernance d'Ipemed, aux ambassadeurs des pays du pourtour méditerranéen en poste à Paris, à quelques journalistes, ainsi qu'à quelques parlementaires et fonctionnaires français et européens intéressés par la Méditerranée. Les études les plus significatives font l'objet d'une présentation devant la presse, au cours de petits déjeuners presse.

Ipemed News

Lancée en 2009, *Ipemed News* est une lettre d'information mensuelle, traitant de l'actualité économique et politique méditerranéenne, de l'actualité d'Ipemed et de ses partenaires.

Pour garantir la qualité de sa ligne éditoriale, la coordination d'*Ipemed News* a été confiée à un journaliste, spécialiste de la région. Agnès Levallois, spécialiste du monde arabe, en est depuis juillet 2011 la rédactrice en chef.

En janvier 2012, une version *digest* des principaux articles d'*Ipemed News* a été créée en version anglaise, avec une périodicité trimestrielle.

Des collections pour valoriser la production scientifique d'Ipemed

Pour valoriser la production d'Ipemed et illustrer sa variété, trois collections distinctes ont été créées.

La collection *Construire la Méditerranée*

Cette collection, qui rassemble les travaux sur le long cours d'Ipemed, est le fruit du travail des experts et des groupes internationaux de travail. Les ouvrages de cette collection font l'objet d'une validation par le comité scientifique d'Ipemed.





Le déploiement de la communication électronique

Les *Notes Ipemed*

Les *Notes Ipemed* sont confiées à des experts internationaux ou aux chefs de projets d'Ipemed. Ces derniers y proposent des éléments d'analyse, ouvrent la discussion, prennent position sur de grandes questions conditionnant le développement et l'intégration méditerranéenne.

Ipemed Palimpsestes* : la collection de *working papers

Créés en 2011, les *Ipemed Palimpsestes* sont des *working papers*. Confiés à des experts internationaux, des analystes, des chercheurs, ils complètent utilement les études sur le long cours menées par Ipemed. Cette collection regroupe à la fois des synthèses des grandes études thématiques d'Ipemed, mais propose également des éléments de réflexion et de débat en prise avec l'actualité économique euroméditerranéenne.

www.ipemed.coop : le site Internet d'Ipemed

En 2009, le site web d'Ipemed a été refondu. Il restitue désormais l'ensemble de l'actualité de production d'Ipemed, ainsi que l'actualité événementielle et institutionnelle de l'institut. Quatre rubriques permettent un accès facile et pédagogique aux projets d'Ipemed, aux publications, aux événements et à la présentation institutionnelle d'Ipemed.

Une rubrique, Ipemedia, est consacrée à l'actualité euroméditerranéenne, et propose également un blog de Jean-Louis Guigou. Enfin, une rubrique contacts, permet aux internautes qui le désirent d'être mis en relation avec l'ensemble de l'équipe. Chaque projet fait l'objet d'une présentation détaillée, exposant les enjeux, les propositions ainsi que les échéances.

Un agenda recense tous les événements à venir organisés par Ipemed. Des inscriptions en ligne sont désormais possibles pour toutes les manifestations ouvertes au public.

Grâce à la mise en place de l'HTML 5, le site est désormais accessible sur les mobiles.

Une version anglaise du site a été créée et mise en ligne en 2011.

« News et agenda » : l'agenda électronique d'Ipemed

Pour mieux informer les membres fondateurs d'Ipemed, mais également un large public, sur l'actualité d'Ipemed, un agenda électronique mensuel a été créé. En plus des comptes-rendus des événements passés, il annonce les événements à venir et présente les dernières publications.

Une revue de presse euroméditerranéenne bihebdomadaire et une analyse de la presse mensuelle

Pour permettre aux membres fondateurs et aux membres des organes de gouvernance d'Ipemed d'être informés sur l'actualité euroméditerranéenne, une revue de presse bihebdomadaire est réalisée depuis janvier 2011. Elle propose une sélection d'articles des principaux médias internationaux francophones et anglophones. Elle est complétée une fois par mois par une analyse, qui présente les réactions francophones et anglophones du Nord et du Sud de la Méditerranée à un événement majeur qui concerne directement l'activité d'Ipemed et requiert une attention particulière.



Des événements pour décloisonner les idées

Pour diffuser et décloisonner les idées qu'il défend, restituer les résultats de ses travaux, mais également élargir le débat sur les grandes questions méditerranéennes, Ipemed organise de nombreux événements tout au long de l'année. Leur format favorise également les rencontres et les échanges entre experts académiques, hommes et femmes politiques, dirigeants d'entreprises originaires des pays du bassin méditerranéen. Le dialogue, Nord-Sud notamment, y occupe toujours une place importante.

Les Entretiens de la Méditerranée

Forum des décideurs politiques et économiques au service de la Méditerranée, les Entretiens de la Méditerranée ont pour but de favoriser la prise de conscience d'une appartenance à une communauté de destin entre les pays de la Région. Fruit d'une coopération avec l'IACE et l'IEMED, ils réunissent les principaux acteurs du monde politique, les experts, ainsi que les dirigeants des principales entreprises du bassin méditerranéen, auxquels s'associent les acteurs de la société civile, les organisations patronales et les réseaux professionnels de la Méditerranée. Les grands travaux d'Ipemed et de ses partenaires sont présentés et débattus à cette occasion.

Deux manifestations se sont tenues, à Barcelone puis à Hammamet. Elles ont, à chaque fois, réuni près de 500 personnalités, du Nord du Sud et de l'Est de la région, autour d'un panel d'intervenants de haut niveau.

L'édition 2012, programmée à Istanbul les 8 et 9 février, a dû être annulée, en raison des événements qui ont bouleversé la région.

Les Petits déjeuners de la Méditerranée

Initiés fin 2008, les Petits déjeuners de la Méditerranée, permettent, une fois par mois, à Paris, à des personnalités du monde politique, universitaire ou économique, originaires du Nord et du Sud de la Méditerranée, de confronter leur point de vue autour d'une grande problématique méditerranéenne. Destinés prioritairement à promouvoir les travaux d'Ipemed, ils traitent occasionnellement de sujets en prise avec l'actualité. La parité Nord-Sud est scrupuleusement respectée dans le choix des intervenants.

Ils réunissent un public composé de dirigeants d'entreprises de la région, de représentants d'ambassades méditerranéennes et de missions économiques à Paris, de journalistes et éditorialistes, et de partenaires d'Ipemed. Plus de 60 intervenants, du monde économique, politique et académique ont participé à ces rencontres.

Les Séminaires du monde méditerranéen

Ipemed a lancé en novembre 2009, les *Séminaires du monde méditerranéen* qui répondent à un triple objectif : créer un lien personnel de confiance entre les élites des deux rives, échanger les expériences, développer des projets communs dans le but d'orienter les politiques publiques nationales et régionales.

Portant sur des enjeux thématiques stratégiques de la région, chaque séminaire est conçu en coopération avec un organisme méditerranéen d'étude ou de formation reconnu sur le sujet. Les participants sont sélectionnés parmi les élites mondiales ou les actuels responsables du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Ils viennent du monde de l'entreprise, de l'administration publique centrale ou locale, de l'expertise, des ONG.

Quatre séminaires ont été organisés :

- En novembre 2010, en partenariat avec l'OME : *Energie et développement durable en Méditerranée*
- En décembre 2009, en partenariat avec le Ciheam : *la sécurité alimentaire en Méditerranée*
- En novembre 2009, en partenariat avec l'OIEau et le Plan Bleu : *Enjeux de l'eau en Méditerranée*
- En juin 2009 : *Prospective. Lancement de Méditerranée 2030*

Les petits déjeuners politiques

En 2010, à l'initiative de Gérard Mestrallet, président du Conseil de surveillance d'Ipemed, ont été lancés les petits déjeuners politiques d'Ipemed. Au cours de ces rencontres, une personnalité politique méditerranéenne de premier plan est invitée à croiser sa vision stratégique et politique de la Méditerranée avec celle des chefs des principales entreprises de la région. Ils sont réservés aux membres fondateurs d'Ipemed. Deux petits déjeuners politiques ont été organisés : le premier, autour de Henri Guaino, Conseiller spécial du Président Nicolas Sarkozy, le second autour de Pierre Vimont, ambassadeur de France et Secrétaire général exécutif du service européen pour l'action extérieure, auprès de Catherine Ashton.



La gouvernance

DANS L'ORGANISATION de sa gouvernance et la définition des missions de ses instances, Ipemed s'est attaché à respecter trois principes fondateurs :

- une conviction stratégique du rôle moteur de l'économie et des entreprises pour contribuer à une intégration accrue de la région méditerranéenne ;
- une ambition intellectuelle d'orientation et de validation de sa production d'idées et de projets en lien avec sa vocation de *think tank* ;
- une exigence humaine et politique se traduisant par une parité totale Nord-Sud dans ses instances comme dans ses travaux.

Le Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est l'instance statutaire de direction et d'orientation de l'association. Il est composé de trois collègues :

- celui des *administrateurs experts* élus par et parmi les membres cotisants et bienfaiteurs ;
- celui des *administrateurs fondateurs* élus par les entreprises fondatrices ;
- enfin, le collège des *personnes qualifiées* désignées par les membres des deux collèges précédents.

Le conseil choisit parmi ses membres un président, un ou plusieurs vice-président, ainsi qu'un trésorier et un secrétaire. Radhi Meddeb en est l'actuel président, Eric Diamantis, le vice-président.

Le Conseil de surveillance

Le Conseil de surveillance est constitué de l'ensemble des membres fondateurs de l'association. Sa mission principale est d'exercer un contrôle permanent sur la gestion du Conseil d'administration. Il dispose à ce titre d'un droit d'audit, d'information et de contrôle. Il valide le budget de l'association, proposé par le Conseil d'administration et approuvé en dernier ressort par ce dernier. Il est associé à la définition des grands thèmes de travail de l'association, et peut transmettre au Conseil d'administration toute recommandation sur l'orientation stratégique de celle-ci. Sur demande du Conseil d'administration, il relaie également auprès des pouvoirs publics les positions de l'association. Il élit un président qui le représente notamment dans ses relations avec le Conseil d'administration, ainsi qu'un maximum de quatre vice-présidents en veillant au respect du principe de parité qui est un principe fondateur d'Ipemed. Le Conseil de surveillance est actuellement présidé par Jean-Louis Chaussade (Suez-Environnement), assisté de trois vice-présidents, Jean-Luc Decornoy (KPMG), Isidro Fainé (CaixaBank, Espagne) et Neemat Frem (Indevco, Liban).

Le Comité scientifique

Le Comité scientifique a deux missions principales :

- proposer au Conseil d'administration le programme de recherche de l'année ;
- valider les travaux scientifiques d'Ipemed.

Il peut être consulté par le Conseil d'administration ou le Délégué

général sur toute question relative aux aspects scientifiques des programmes de travail de l'association. Il est constitué d'experts scientifiques, issus des deux rives de la Méditerranée, et en respectant le principe de parité, fondement de l'association. Il est actuellement présidé par Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie.

Le Comité d'orientation politique

Le Comité d'orientation politique est constitué de personnalités politiques ou de la société civile ayant vocation à contribuer à l'orientation des travaux de l'association et à son rayonnement, notamment auprès des décideurs politiques de la région. Une fois par an, à l'occasion de la réunion de ses membres, ceux-ci s'accordent sur un appel aux dirigeants politiques des deux rives de la Méditerranée, visant à promouvoir des politiques actives en faveur de la construction régionale. Il est actuellement co-présidé par Abderrahmane Hadj Nacer, et Carmen Romero, députée au Parlement européen au titre de l'Espagne.

Le Délégué général

Le Délégué général a pour fonction d'assurer le suivi opérationnel de l'association. Il est nommé par le Conseil d'administration après avis du Comité d'orientation politique et après accord du Conseil de surveillance. Il représente l'association dans des conditions déterminées par le Conseil d'administration. Jean-Louis Guigou, fondateur d'Ipemed, assume cette responsabilité depuis la création d'Ipemed.



Le bilan des travaux du Comité d'orientation politique

LE COMITÉ D'ORIENTATION POLITIQUE comprend une vingtaine de membres qui se réunissent une fois par an afin de débattre des défis et des questions intéressant les deux rives de la Méditerranée. Ce groupe informel rassemble des hommes et des femmes politiques des deux rives, fortement engagés pour son devenir.

La spécificité de ce Comité est, d'une part, de proposer un diagnostic partagé qui facilite l'anticipation des évolutions et, d'autre part, de promouvoir l'intérêt général du bassin méditerranéen au-delà des nations et des secteurs. Il diffuse une parole née de l'expérience et de la volonté de partage.

L'ambition du Comité d'orientation politique, trait d'union entre les deux rives, est d'instaurer un rapport d'amitié, de confiance et de respect mutuel permettant une grande liberté d'expression car aucun des membres n'est impliqué dans des responsabilités gouvernementales. Ce club se fixe pour objectif de fournir des idées afin de faciliter la transition démocratique et rapprocher les deux rives de la Méditerranée, combattre les préjugés et exercer une influence sur les décideurs. Lors de la période qui vient de s'écouler (2007-2012), cinq rencontres se sont tenues.

AUTOMNE 2007

Droit à l'État de droit. Cet appel soulignait de façon prémonitoire qu'il n'y avait pas d'avenir en Méditerranée sans l'établissement d'un État de droit et pas plus de démocratie ou d'économie durable sans État de droit.

AVRIL 2008

Les enjeux de la mondialisation en Méditerranée. L'internationalisation réussie de la Méditerranée doit se faire sur une base régionale c'est-à-dire en valorisant la proximité, la complémentarité et la solidarité. D'autre part la région euroméditerranéenne doit être le laboratoire réussi d'une relation Nord-Sud complètement renouvelée (partage de la valeur ajoutée, intégration par la production, responsabilité économique et sociale des entreprises).

AVRIL 2009

La Méditerranée réservoir de croissance. Alerté par la crise de 2008, le comité considérait que les pays du Sud pouvaient être un réservoir de croissance et qu'en se développant ils étaient en capacité de tirer la croissance européenne. Tout ce qui manque à la rive nord, la jeunesse, les marchés et l'énergie, on le trouve à mille kilomètres au Sud et réciproquement tout ce qui manque au Sud, la gouvernance, les brevets et l'ancrage à un grand bloc structuré on le trouve au Nord. Les membres du comité ont exprimé le fait que les dictatures au Sud étaient un vrai obstacle au développement comme la gouvernance au Nord construite sur des rapports Nord-Sud dominateurs.

MARS 2010

Les valeurs dans l'espace euroméditerranéen. Les valeurs démocratiques sont identiques au Nord et Sud de la Méditerranée. Il s'agit d'un débat sur la citoyenneté avec des aspirations universelles. Au-delà des religions et des traditions, les hommes sur le chemin de la liberté n'ont que deux boussoles : leur conscience et leur raison.

JANVIER 2011

Construction d'un ensemble méditerranéen fondé sur la gestion équitable des ressources rares telles que les ressources énergétiques, les terres arables, l'eau et les ressources souterraines qui doivent être considérées comme des biens communs de l'humanité et gérées de façon équitable au bénéfice des populations du Nord et du Sud.

FÉVRIER 2012

Réflexion sur la représentation politique après les révolutions arabes. La faiblesse de la représentation politique dans les pays démocratiques et le manque d'articulation politique dans les anciennes dictatures ont été la préoccupation des travaux de ce comité. La question a porté sur comment intégrer les jeunes révolutionnaires dans le champ politique qui n'est pas encore assez structuré.

Dans la deuxième phase de la vie du comité, ce dernier va approfondir l'analyse et l'anticipation des faits politiques afin de proposer des pistes opérationnelles aux décideurs. Puis proposer des perspectives techniques de convergence du Bassin méditerranéen.



L'Euro Mediterranean Competitiveness Council (EMCC)

L'ÉCONOMIE MONDIALE se caractérise de façon croissante par la constitution de grands ensembles régionaux qui concentrent la majorité des flux d'échanges. C'est le cas dans la zone des Amériques avec l'Aléna et le Mercosur, mais aussi en Asie avec l'Asean+3.

L'espace euroméditerranéen, aujourd'hui, en association demain avec l'Afrique sub-saharienne doit à son tour devenir une nouvelle région organisée du monde. C'est sur cette conviction que les membres fondateurs d'Ipemed ont décidé à partir de 2009 de créer un mouvement d'entreprises des deux rives de la Méditerranée, les plus ouvertes sur les échanges méditerranéens et dont les dirigeants sont les plus sensibles à la problématique d'intégration régionale. Pour peser dans la mondialisation il faut nouer des alliances structurantes s'appuyant sur la proximité, la complémentarité et la solidarité. Ce mouvement de dirigeants, l'*Euro Mediterranean Competitiveness Council* (EMCC) se veut être une des voix les plus

écoutées des entreprises en Méditerranée, capable, en s'appuyant sur l'activité de *think tank* d'Ipemed, de faire émerger des projets d'intégration économique fondés sur un partage équitable de la valeur ajoutée créée, privilégiant une approche de long terme et de développement durable ; et avec l'objectif d'influencer les dirigeants politiques de la région pour la mise en œuvre des orientations et des législations nécessaires à cette régulation commune de l'économie régionale.

Le rôle de l'EMCC

Les responsables fondateurs de l'EMCC se sont regroupés dans le but de :

- favoriser les rencontres et les échanges entre les dirigeants des entreprises méditerranéennes les plus mobilisés par l'intégration de la région, et nouer des relations de confiance entre ses membres ;
- élaborer collégalement des visions stratégiques communes, ainsi que des recommandations opérationnelles et des projets concrets sur les grandes thématiques qui conditionnent le développement dans la région et parler d'une seule voix ;
- participer à leur diffusion notamment auprès des plus hautes autorités politiques et économiques des pays euroméditerranéens.



Les principes structurants de l'EMCC

La création de l'EMCC repose sur quatre grands principes qui fédèrent ses membres et structurent son action :

- l'indépendance : l'EMCC est indépendant des pouvoirs politiques et financé uniquement par des entreprises ;
- la parité : autant d'entreprises du Nord que du Sud de la Méditerranée doivent composer l'EMCC ;
- l'économie : l'EMCC concentre son action sur des projets économiques concrets et prospectifs ;
- l'influence : l'EMCC constitue un réseau influent qui pèse dans le débat politique.

L'EMCC défend l'intérêt général du Bassin méditerranéen et constitue la voix des entreprises de la région.

Les EMCC pays

Afin de faciliter la création des réseaux d'influence appropriés et d'être au plus près des responsables politiques nationaux, l'EMCC se structure progressivement en chapitres locaux d'entreprises avec l'appui d'Ipemed. Chaque antenne pays définit son programme de travail annuel (études, débats ...) avec un double objectif de faire remonter les attentes des membres fondateurs locaux et, en sens inverse, de diffuser et promouvoir les études d'Ipemed et les projets de l'EMCC. Elle est dynamisée par un animateur choisi en accord avec les membres fondateurs du pays concerné.

Pour contribuer à la constitution de ces EMCC pays, Ipemed a déployé depuis 2009 des actions de sensibilisation sous forme de colloques, de rencontres, multilatérales ou bilatérales, entre chefs d'entreprise des divers pays de la région, ainsi qu'auprès d'organisations patronales, de chambres de commerce. Tout au long de cette période un lien permanent a été établi avec les autorités de l'Union Européenne et de l'Union pour la Méditerranée. La crise économique particulièrement violente en Europe du Sud et les bouleversements politiques intervenus dans les Psem ont retardé la concrétisation de ces actions internationales.

Ces différents efforts ont abouti à la constitution d'un mouvement au Liban, structuré autour de sept entreprises leaders dans leur domaine (Blom Bank, Byblos Bank, Dar Al Handasah, Debbas Holding, Indevco, Kafalat et Matelec). Le chapitre libanais est animé par Antoine Abou-Samra, également directeur général de l'organisation Bader qui regroupe des membres influents de la sphère entrepreneuriale libanaise.

Le chapitre espagnol est en développement suite à l'adhésion de la Caixa à Barcelone. Il est aujourd'hui animé par Diego de Ojeda, également directeur pour l'Union européenne et les pays arabes à l'Organisation des États Ibéro-américains (OEI).

Les difficultés économiques en Tunisie ont impacté en 2011 l'adhésion des entreprises qui avaient rejoint le mouvement en 2010, mais le chapitre tunisien est en cours de reconstitution en 2012.

Les efforts en cours portent sur le Maroc où les actions réalisées ces dernières années tant auprès du patronat marocain que de grandes entreprises marocaines porteront leur fruit prochainement, ainsi qu'en Algérie, en Allemagne, en Italie et en Turquie.



Les équipes d'Ipemed

L'équipe interne

Radhi Meddeb

Ingénieur diplômé de l'Ecole Polytechnique de Paris (promotion 1973) et de l'Ecole nationale supérieure des Mines de Paris (promotion 1975), Radhi Meddeb est président d'Ipemed.

Après un début de carrière à la Compagnie des phosphates de Gafsa (1977-1982), ensuite à la Société tuniso-saoudienne d'investissement et de développement (1982-1987), il crée en 1987, Comete Engineering, dont il est le PDG. Il est également PDG fondateur de Comete International, Comete Immobilière, Comete Engineering Algérie et Comete Engineering Libye.

Il a également été fondateur et directeur général de Arab Leasing International Finance (Arabie Saoudite) de 1987 à 2006 et de Algerian Saudi Leasing (Luxembourg) de 1990 à 2006.

Il est enfin administrateur de la Banque tuniso-koweïtienne (BTK) en Tunisie pour le compte de la Financière OCEOR, Groupe des Caisses d'Épargne (France), membre de son Comité d'audit permanent, membre du Comité d'investissement du Fonds d'investissement, Altermed Capital, et membre du Conseil d'administration de la Banque centrale de Tunisie.

Jean-Louis Guigou

Professeur des universités, haut-fonctionnaire, Jean-Louis Guigou est, depuis 2006, délégué général d'Ipemed. Jean-Louis Guigou est ingénieur agronome et docteur d'État es sciences économiques, professeur agrégé des universités. Il a été Directeur puis Délégué (1997-2002) à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar). Outre la réforme du découpage politico-institutionnel du territoire français, il y a relancé les travaux de prospective sur les incidences spatiales des grandes transformations sociales, économiques et environnementales des sociétés. De 2002 à 2004, il a également présidé l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement du territoire (IHEDATE). Chargé en 2002 par le ministre français des Affaires étrangères d'une mission d'identification et valorisation des scientifiques travaillant sur la Méditerranée, il a ensuite créé l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (Ipemed).

Jean-Louis Guigou est l'auteur de plusieurs ouvrages dont : *Une ambition pour le territoire*, Edition de l'Aube (1995). *France 2020, mettre les territoires en mouvement*, La Documentation Française (2000).

Gérard Debrinay

Diplômé d'Euromed Management et de la Northwestern University, Gérard Debrinay est directeur général d'Ipemed. Il a débuté sa carrière à la Sema, avant d'intégrer, en 1977, Algoé Consultants, société de conseil en management. Il y a créé successivement le département des études socio-économiques, puis le département conseil en stratégie, avant d'être désigné directeur général en 1986, puis président directeur général en 1996. Il a également présidé le conseil de surveillance d'Amorçage Rhône-Alpes et occupé les fonctions de vice-président de l'Insa Lyon et de l'Observatoire européen de géopolitique. Il a été en outre vice-président en charge de l'économie du Medef Rhône Alpes et vice-président Europe de l'Association of Management Consulting Firms (New York). Il a enfin été administrateur du groupe RH éditions et de l'Institut des managers du développement local.



Pierre Beckouche

Pierre Beckouche est ancien élève de l'École normale supérieure de Saint-Cloud et agrégé de géographie. Il est professeur à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, dont il a dirigé l'UFR de géographie de 2000 à 2005. Ses travaux portent sur la géographie économique et régionale. Il a travaillé pour des collectivités locales, la Datar et le ministère français de l'Équipement, l'Union européenne. Ses recherches en cours portent sur les frontières de l'Europe, en particulier l'espace méditerranéen et la comparaison entre les grandes régions mondiales (Amérique du Nord, Asie orientale, Région euroméditerranéenne). Membre de l'UMR « Ladyss » (CNRS / Universités Paris 1, Paris 7, Paris 8, Paris 10, www.ladyss.com), il est conseiller scientifique d'Ipemed.

Derniers ouvrages : 2004 (avec Yann Richard) : *Atlas d'une nouvelle Europe. L'Europe élargie et ses voisins, Russie, Proche-Orient, Maghreb*, éditions Autrement, nouvelle édition 2008, Paris 2008 : *Les régions Nord-Sud. Euromed face à l'intégration de l'Amérique et de l'Asie orientale*, Belin, collection Mappemonde, Paris.

Amal Chevreau

Amal Chevreau est chef de projet depuis juin 2007 dans les domaines agriculture, finance et coopération décentralisée. Titulaire d'un master relations internationales et diplomatie (Keele University Royaume-Uni), d'un LL.M droit comparé (Université de Miami, États-Unis), et d'une maîtrise de droit public, option sciences politiques (université Mohammed V Maroc). Elle a collaboré pendant dix ans avec les agences de développement des provinces du Nord et du Sud du Maroc pour la mobilisation et la gestion des financements

extérieurs, notamment européens, et pour la mise en œuvre de projets de développement pour l'aménagement du territoire.

Laurence Dominguez

Assistante administrative.

Marie Dupuy

Assistante de direction.

Mickael Landemaine

Responsable administratif et financier, Mickael Landemaine a rejoint Ipemed en mai 2009, après avoir occupé différents postes de gestionnaire dans des structures de l'ESS et de la solidarité internationale. Il est diplômé de l'IAE de Paris en management des organisations. Il entreprend, dans le cadre d'études doctorales, des recherches dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale des organisations.

Agnès Levallois

Agnès Levallois est rédactrice en chef d'*Ipemed News*. Journaliste et consultante spécialiste du monde arabe, elle a été collaboratrice au *Monde de l'Économie*, corédactrice en chef de la lettre confidentielle *Risques internationaux* puis directrice de l'information de RMC MO avant de rejoindre France 24 en tant que directrice adjointe de la rédaction chargée de la chaîne arabe. Chargée de cours à l'ENA, elle est l'auteur notamment de *Jérusalem, de la division au partage ?* (éditions Michalon, 1996) et de *Moyen-Orient mode d'emploi* (Stock, 2002) et a collaboré à de nombreuses publications sur la Méditerranée et le Moyen-Orient.

Samia Maguella

Chargée de la logistique événementielle.

Morgan Mozas

Juriste de droit international public, diplômé du master spécialisé de l'Institut supérieur d'ingénierie et de gestion de l'environnement (ISIGE) de l'École des Mines de Paris, Morgan Mozas a collaboré avec divers organismes dans le domaine du développement durable avant de rejoindre Ipemed en 2009, en qualité de chef de projet Énergie, Eau, Transport et développement durable.

Macarena Nuño

Macarena Nuño est titulaire d'une maîtrise en sciences économiques (économie internationale et politiques européennes) et d'un DESS de gestion de projets européens. Elle a travaillé cinq ans dans diverses organisations associatives françaises, en qualité de chef de projet et directrice adjointe en charge des affaires européennes et des partenariats, chargée plus particulièrement de la recherche des financements, du développement des projets internationaux et de la mise en place des partenariats techniques et institutionnels. Elle a également accompagné la création d'un réseau européen sur les questions de citoyenneté. Elle a rejoint Ipemed en juillet 2009 en tant que chef de projet. Elle est chargée de la prospective *Méditerranée 2030* et de l'axe Capital humain.



Jean-Marie Paintendre

Jean-Marie Paintendre est, depuis 2009, conseiller pour les affaires internationales d'Ipemed. Il exerce par ailleurs des fonctions d'administrateur indépendant dans le secteur bancaire en Italie. Diplômé de l'Essec, il a exercé au cours de sa carrière des fonctions de directeur international au sein de grands groupes bancaires français, publics et privés, tels que le CIC-Crédit Mutuel, la Caisse des Dépôts, puis le Groupe Caisse d'Épargne, au sein duquel il était également le conseiller du président pour les affaires internationales. A ce titre, il était aussi administrateur de sociétés euroméditerranéennes, en France, en Italie, en Espagne, en Tunisie, en Algérie et au Luxembourg. Il a occupé, de 1988 à 2008, les fonctions de conseiller pour le Commerce extérieur de la France.

Véronique Stéphan

Véronique Stéphan est depuis fin 2008 responsable de la communication et des publications d'Ipemed. Titulaire d'un DEA en sociologie politique et relations internationales (Paris X Nanterre, Inalco), d'un diplôme supérieur de Russe et de Roumain, elle a occupé, au sein de la fondation Cité internationale universitaire de Paris, les fonctions de chef de cabinet du délégué général puis chef de mission, en charge du développement international. Au cours d'un long séjour au Maroc en 2007/2008, elle a dirigé la communication d'une agence de tourisme et coordonné plusieurs initiatives culturelles en faveur du rapprochement euroméditerranéen. Elle a également été chargée de cours à l'Inalco et a collaboré ponctuellement dans l'édition (Grand Guide de l'URSS - Gallimard) et la presse (Libération).

Larbi Tensaouti

Après un diplôme d'architecte obtenu en Algérie, il a poursuivi ses études à Paris. Titulaire d'une maîtrise en aménagement du territoire (IEDES université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et d'un DEA en systèmes d'information géographique (UFR de Géographie, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), il se spécialise dans le développement et le webmastering de sites internet en freelance pendant dix ans. Il a rejoint Ipemed en 2009 pour conduire le projet web.

Maxime Weigert

Diplômé du master 2 professionnel de géopolitique de l'École Normale Supérieure (ENS-Ulm). Doctorant en géographie économique auprès de l'Équipe interdisciplinaire d'études sur le tourisme (EIREST Paris I Panthéon-Sorbonne) où il prépare une thèse intitulée *Tourisme et intégration euroméditerranéenne : quel rôle pour les firmes touristiques dans l'évolution du tourisme au Grand Maghreb ?*

Les experts d'Ipemed (2007-2011)

Houda Allal

Directrice des études et chef de la division énergies renouvelables et développement durable à l'Observatoire méditerranéen de l'énergie, elle est également experte auprès de la direction générale de la recherche de la Commission européenne dans le domaine du développement durable.

Samir Allal

Économiste, maître de conférences à l'université de Versailles, expert en énergie et développement durable. Il est directeur de l'IUT de Mantes en Yvelines, université de Versailles, directeur du master analyse économique et gestion des risques (AEGR), président de l'université méditerranéenne d'été (Meditap), vice-président de l'association euromed de maîtrise des risques, membre élu du conseil scientifique de l'UVSQ, membre du conseil scientifique du LEF (Institut franco-phonie de l'énergie) et membre fondateur de l'association Global chance.

Charles Abdallah

Dans l'industrie de 1983 à 1999, cet ingénieur centralien travaille à la reconstruction et au redémarrage d'usines détruites par la guerre. En 1999 il rejoint le cabinet du ministre des Finances Georges Corm. De 2001 à 2006, il œuvre comme consultant indépendant. Il est devenu en 2006 le conseiller économique à la délégation de l'Union européenne en République libanaise. Il enseigne l'économie et l'environnement dans les universités de Beyrouth.

Guillaume Almeras

Ancien élève de l'ENS, ancien banquier, partenaire de BGV Consulting, Guillaume Almeras est consultant international en stratégie et organisation, en particulier dans les domaines bancaires et financiers. Il intervient également en tant qu'expert en conception et mise en place de réformes et programmes dans les pays émergents, en liaison avec des institutions multilatérales.

**Nicolas Beaussé**

Responsable du pôle secteur public d'Altime Charles Riley, qui lui a valu d'intervenir auprès de nombreuses organisations publiques et entreprises au Maroc et en Algérie. Titulaire d'une maîtrise sciences et techniques, méthodes de la prévision et de la modélisation de l'université Paris IX Dauphine et d'un DEA en gestion socio-économique des entreprises et des organisations de l'Université Lyon II et de l'EM Lyon.

Akram Belkaïd

Journaliste et essayiste, il a travaillé quinze ans au quotidien économique et financier français *La Tribune* où il a notamment suivi les marchés financiers. Il collabore aujourd'hui avec *Le Monde diplomatique*, *Slate Afrique*, *Afrique magazine* et anime la *Chronique du blédard* sur *Le Quotidien d'Oran*. Il a été trois ans rédacteur en chef d'*Ipemed News* et conseiller éditorial d'*Ipemed*.

Moncef Ben Abdallah

Consultant en énergie, industrie et développement durable. Ambassadeur de la République tunisienne à Berlin (2003 à 2009), ministre tunisien de l'Industrie et de l'Énergie d'octobre 1997 à août 2003, président de la Steg de 1992 à 1996.

Hassan Benabderrazik

Ancien secrétaire général des affaires générales et ancien secrétaire général du ministère de l'Agriculture du Maroc, il est aujourd'hui membre fondateur d'un bureau d'études spécialisé dans les dossiers agricoles, Agroconcept. Il a mené plusieurs projets de réforme agricole présentés au Maroc, et a conduit des négociations avec l'Union européenne sur la question des échanges agricoles.

Ali Bensaad

Géographe, maître de conférences à l'université de Provence et enseignant-chercheur à l'Institut de recherche et d'études sur le monde arabe et musulman, il est actuellement détaché à l'Institut Jacques-Berque de Rabat. Il travaille sur les mutations de l'espace saharien et sa place dans le système relationnel international, notamment au travers des migrations et des échanges entre monde arabe et Afrique noire.

Frédéric Blanc

Chercheur au Forum euroméditerranéen des instituts économiques (Femise), dont il a été le directeur général en 2001, il contribue aux travaux du Plan Bleu ou de l'Ifri, et a contribué en collaboration avec Jean-Louis Reiffers aux recherches de l'Institut de la Banque mondiale sur les économies de la connaissance dans la région Méditerranée et Afrique du Nord.

Louis Boisgibault

Président co-fondateur de Valmere, un cabinet de conseil dans les énergies renouvelables, il enseigne dans les masters énergie finance carbone de l'université Paris Dauphine et HEC développement durable. Il a travaillé chez BNP Paribas, EDF et GDF SUEZ, principalement sur des projets énergétiques, à Paris, Amsterdam et Londres.

Madjid Chaker

Ancien chef de projet et directeur de sociétés du secteur de l'énergie et de la gestion des risques, il anime aujourd'hui une association d'aide à la création d'entreprise pour les jeunes sans emploi des pays du Maghreb (« Aidons »).

Farid Chaoui

Professeur de gastro-entérologie, chef de service hospitalo-universitaire à l'hôpital d'Aïn-Taya puis au CHU de Bab-el-Oued de 1985 à 1993, membre d'un groupe de réflexion sur la santé et l'université à la présidence de la République (groupes informels des réformes) pendant les années 1985-89 et chargé de la réforme de la santé et de la sécurité sociale auprès du Premier ministre algérien de 1990 à 1991. Il est, par ailleurs, président de l'association des gastro-entérologues libéraux de l'algérois.

Caroline Chevasson

Direction recherche technologique au Commissariat à l'énergie atomique, ancienne conseillère pour les affaires nucléaires à l'ambassade de France auprès de l'Union européenne.

Sidi Mohammed Cheiger

Il dirige une société de conseil mauritanienne pluridisciplinaire et multiculturelle spécialisée dans les problématiques de développement en milieu chaotique, qui intervient auprès des institutions publiques et privées dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies.

Fadi Comair

Diplômé des universités américaines du Texas et de Harvard, de l'Ecole nationale des ponts et chaussées et de l'université Lyon I (France), il a travaillé dans des centres de recherche affiliés au ministère français de l'Industrie dans les domaines des risques et de l'énergie. Rentré au Liban en 1993, il fut le PDG de l'Office national du Litani (ONL), et est aujourd'hui le directeur général des ressources hydrauliques et électriques.





Yves Crozet

Professeur d'économie à l'université de Lyon 2 et directeur du laboratoire d'économie des transports (UMR CNRS), il est spécialiste de l'économie des transports et des politiques de mobilité.

Christian Deblock

Économiste, ce professeur à l'université Québec de Montréal est un spécialiste de l'intégration économique et des régionalismes économiques. Ses travaux ont trait aux institutions internationales, à la mondialisation, à l'intégration économique, aux régionalismes, à la politique commerciale des États-Unis et à l'économie politique internationale.

Vincent Dollé

Ingénieur agronome, directeur actuel du Ciheam-IAMM (Institut agronomique méditerranéen de Montpellier), il est spécialiste du développement rural, des politiques agraires et agroalimentaires. Membre du conseil d'administration d'Agropolis fondation, il a été le secrétaire général du Cirad (2001-2003) puis chargé de mission qualité du ministère de la Recherche et des nouvelles technologies (2003-2005).

Christian Dubreuil

Inspecteur général au ministère français de l'Agriculture, ancien élève de l'Ena, il a été conseiller technique puis directeur de cabinet du ministre de l'Outre-mer (1990-1993), commissaire du gouvernement de l'Agence de développement rural et d'aménagement foncier de Nouvelle-Calédonie, gestionnaire du programme de développement rural français (1998-2002).

Mustapha K. Faïd

Président de SPTEC Conseil, société de conseil et d'étude, spécialisée dans le domaine de l'énergie, ancien vice-président en charge du marketing et du développement économique de Sonatrach, leader algérien de l'industrie pétrolière, il a également été directeur général de l'Observatoire méditerranéen de l'énergie (OME).

Philippe Fargues

Sociologue et démographe, il est directeur du Migration policy centre à l'Institut universitaire européen de Florence, en détachement de l'Institut national d'études démographiques de Paris. Auparavant, il a été professeur et directeur du Center for migration and refugee studies de l'université américaine du Caire ; visiting professor à l'université Harvard ; directeur du Centre d'études et de documentation juridiques du Caire ; chercheur et enseignant à l'université d'Abidjan, à l'Institut de formation et de recherche démographique de Yaoundé et à l'université libanaise de Beyrouth.

Franck Galland

Ancien directeur de la sûreté de Suez Environnement et président du Collège des opérations d'installations vitales au sein du Haut comité français pour la défense civile, il est spécialiste de la géopolitique de l'eau. Il a créé en 2011 Environmental Emergency & Security Services, cabinet d'ingénierie-conseil qui accompagne les opérateurs d'infrastructures d'eau et énergie dans la gestion de crises.

Laurent Gille

Il est enseignant-chercheur au département de sciences économiques et sociales de Télécom ParisTech depuis 2002. Il a, auparavant, été chargé de mission et consultant en économie des transports et des télécommunications dans de nombreuses sociétés. Il est diplômé de l'ENSAE et docteur en sciences de gestion. Ses thèmes de recherche concernent l'économie numérique et la régulation des réseaux de télécommunications, spécialement dans les pays en développement.

Michel Gonnet

Président de la société Eudoxia Conseil dont il est le fondateur, titulaire d'une maîtrise de droit international, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA, ancien secrétaire général et directeur général adjoint de la Caisse des Dépôts et Consignations et président de C3D, il a rejoint le Groupe Caisse d'Épargne en 2004 en tant que directeur général du Crédit Foncier puis, en 2006, directeur de la banque de développement régional à la Caisse nationale des caisses d'épargne.

Stéphane Hallegatte

Chercheur en économie de l'environnement et en science du climat à l'École nationale de la météorologie, Météo-France, et au Centre international de recherche sur l'environnement et le développement (Cired), il est actuellement détaché auprès de la Banque mondiale. Il a fait partie des auteurs des rapports des groupes de travail I et II du Giec et du groupe de travail interministériel français sur l'évaluation des impacts du changement climatique.



Wahiba Hammaoui

Doctorante à Télécom ParisTech, elle travaille depuis plusieurs mois sous la direction de Pierre Musso, dans le cadre de l'action de recherche Bell Labs Alcatel Lucent.

Larabi Jaidi

Professeur d'économie à l'université Mohammed V à Rabat, spécialiste de politique économique, d'économie politique, de relations économiques internationales notamment dans le monde arabe, il est membre du bureau de la fondation Abderrahim Bouabid (FAB), membre du Centre marocain de conjoncture (CMC), du Conseil de la concurrence et de l'instance de la prévention contre la corruption du Maroc.

Cécile Jolly

Analyste en économie politique au Centre d'analyse stratégique (CAS), elle a travaillé pour le ministère de la Défense (délégation aux affaires stratégiques) sur les questions méditerranéennes, puis au Commissariat au Plan. Elle est l'auteur notamment de *Le partenariat euroméditerranéen, la dynamique de l'intégration régionale* (La Documentation française, 2000), *L'État et les ONG : pour un partenariat efficace* (La Documentation française, 2002), *L'entreprise responsable* (éditions du Félin, 2006).

Abdelnour Keramane

Ancien directeur général de la Société algérienne de l'électricité et du gaz (Sonelgaz), il a été membre fondateur et président du Comité maghrébin de l'énergie électrique (Comelec) et vice-président de l'Union algérienne du gaz. Il a été ministre de l'Industrie et des Mines puis directeur de la Trans-Mediterranean Pipeline Company (Milan). Actuellement, il est directeur de la revue *MedEnergie*.

Hervé Lainé

Ingénieur général des ponts, des eaux et des forêts, il a tenu différents postes de responsabilité au sein de l'administration française, dans les domaines des infrastructures, de l'urbanisme et du logement, ainsi qu'au sein de grandes entreprises, à l'international. Il a été consultant de l'Onudi et a dirigé ou animé plusieurs organisations associatives, dédiées au développement international, principalement dans les domaines de l'eau, de l'environnement et de l'alimentation.

Robert Lanquar

Ancien chargé de recherches sur les entreprises touristiques à l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), président depuis 2004 de l'Organisation de la charte méditerranéenne (Espagne), il est l'auteur d'articles et ouvrages sur le tourisme international.

Hervé Le Bras

Historien et démographe, ancien élève de l'Ecole polytechnique, directeur de recherche à l'Institut national d'études démographiques (Ined), directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) et expert pour les migrations euroméditerranéennes auprès de la Commission européenne depuis 2003.

Michel Legros

Professeur de l'Ecole des hautes études en santé publique de Rennes et directeur du département des sciences humaines, sociales et des comportements de santé, il a été président du conseil scientifique de l'Agence nationale d'évaluation du social et du médico-social (ANESMS) en 2007-2010 et directeur de recherches et responsable du département Evaluation des politiques sociales du Credoc pendant la période 1989-1996.

Claude Martinand

Président de l'Institut de la gestion déléguée, membre de l'ARAF, il a été vice-président du conseil général de l'environnement et du développement durable de 2002 à 2010, président de Réseau Ferré de France de 1997 à 2002, et directeur des affaires économiques et internationales (DAEI) au ministère de l'Équipement, du Logement, des Transports et du Tourisme (1989-1997).

Guillaume Mortelier

Ancien élève de l'Ecole polytechnique et diplômé de l'Ecole nationale des ponts et chaussées, il est en charge des investissements à Proparco, institution financière conjointement détenue par l'Agence française de développement et des actionnaires privés du Nord et du Sud. Consultant en stratégie auprès de diverses entreprises et fonds de capital développement en Europe, aux États-Unis et dans les pays émergents et également membre du conseil d'administration de divers fonds d'investissements des régions méditerranéennes et asiatiques.

Pierre Musso

Philosophe de formation, docteur en sciences politiques, professeur en sciences de l'information et de la communication à Télécom ParisTech, ainsi qu'à l'université de Rennes II et chercheur au LTCI, au LAS université de Rennes 2 et associé au LIRE-ISH université de Lyon II, il est titulaire de la chaire d'enseignement et de recherche *Modélisations des imaginaires, innovation et création*, lancée en octobre 2010, portée par Télécom Paris-Tech et l'université de Rennes 2.





Abderrahmane Hadj Nacer

Après des responsabilités au ministère algérien du Plan puis à la Présidence de la République, il a été gouverneur de la Banque d'Algérie, conseiller pour le monde musulman à la Banque Lazard Frères et Compagnie, dirigeant auprès d'autres entités comme la Société Marseillaise de Crédit ou Natexis-Banque Populaire. Initiateur de la loi sur la monnaie et le crédit d'avril 1990, il est à l'origine de la création d'établissements financiers privés dans son pays. Il dirige actuellement une des premières banques privées en Algérie.

Jean-François Nallet

Il a été le directeur technique de l'Association française de formation pour adultes (AFPA) en charge de la pédagogie, des outils, des ressources et des évolutions des systèmes de formation et d'orientation. En 2005, il devient consultant.

Françoise Nicolas

Chercheur à l'Institut français des relations internationales (Ifri) depuis 1990, cette spécialiste d'économie internationale est maître de conférences associé à l'Université de Paris-Est. Elle a été consultante auprès de la Direction des affaires financières, fiscales et des entreprises (DAFFE) de l'OCDE (1997-1999).

Nordine Ouabdesselam

Consultant international à Dubaï, il a occupé des postes de dirigeant à Airbus et dans d'autres sociétés investies dans la région méditerranéenne (ancien vice-président d'United Technologies Middle East /Africa, président de Janair).

Sadok Rabah

Directeur d'un cabinet de consultant spécialisé dans l'énergie et le soutien aux investissements étrangers, ingénieur polytechnicien et ancien ministre tunisien (1988-2004), il a également dirigé deux grandes entreprises nationales : la Steg (électricité et gaz) et l'Etatap (pétrole).

Jean-Louis Rastoin

Ingénieur agronome, docteur en sciences économiques et agrégé de sciences de gestion, Jean-Louis Rastoin enseigne l'économie et la gestion des entreprises à Montpellier Sup Agro. Fondateur et directeur de l'unité mixte de recherche Ciheam-Iamm/Cirad/Inra/IRD/Montpellier Sup Agro.

Christian Reynaud

Diplômé en mathématiques statistiques à l'université Columbia (États-Unis) et diplômé de Sciences Po Paris, il a été responsable du service d'études et statistiques du ministère des Transports (France, 1982-1990), créateur et responsable de l'Observatoire économique et statistique des transports. De 1990 à 2001, il était directeur du département économie et sociologie des transports de l'Inrets. En 2001, il a créé Nestear dont il est directeur.

Jean-Marc Sorel

Professeur agrégé de droit public à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il dirige le Cerdin qui est le plus grand centre de recherche français en droit international (droit des Nations unies, contentieux international, droit international économique et financier, philosophie et histoire du droit international et doctrines étrangères...). Il a des fonctions de conseil et d'avocat pour plusieurs pays en développement (Tchad, Belize...).

Marc Teyssier d'Orfeuil

Ancien élu de Paris, ancien directeur du développement de l'agence Influences (1992), il a fondé en 1995 Com'Publics, société spécialisée dans le lobbying et le conseil stratégique. Il a été le délégué général du club des PPP lancé en 2005 pour accompagner le développement des partenariats public-privé en France, et a été nommé en 2012 à la mission d'appui aux PPP du ministère de l'Économie (MAPPP).

Jean-Claude Tourret

Directeur général de l'Institut de la Méditerranée, il travaille en particulier sur les études territoriales et le développement urbain des pays méditerranéens. Il a été l'auteur du rapport sur les services urbains au Sud de la Méditerranée à l'occasion du dixième anniversaire des accords de Barcelone (2005). Il préside le conseil scientifique du forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée.

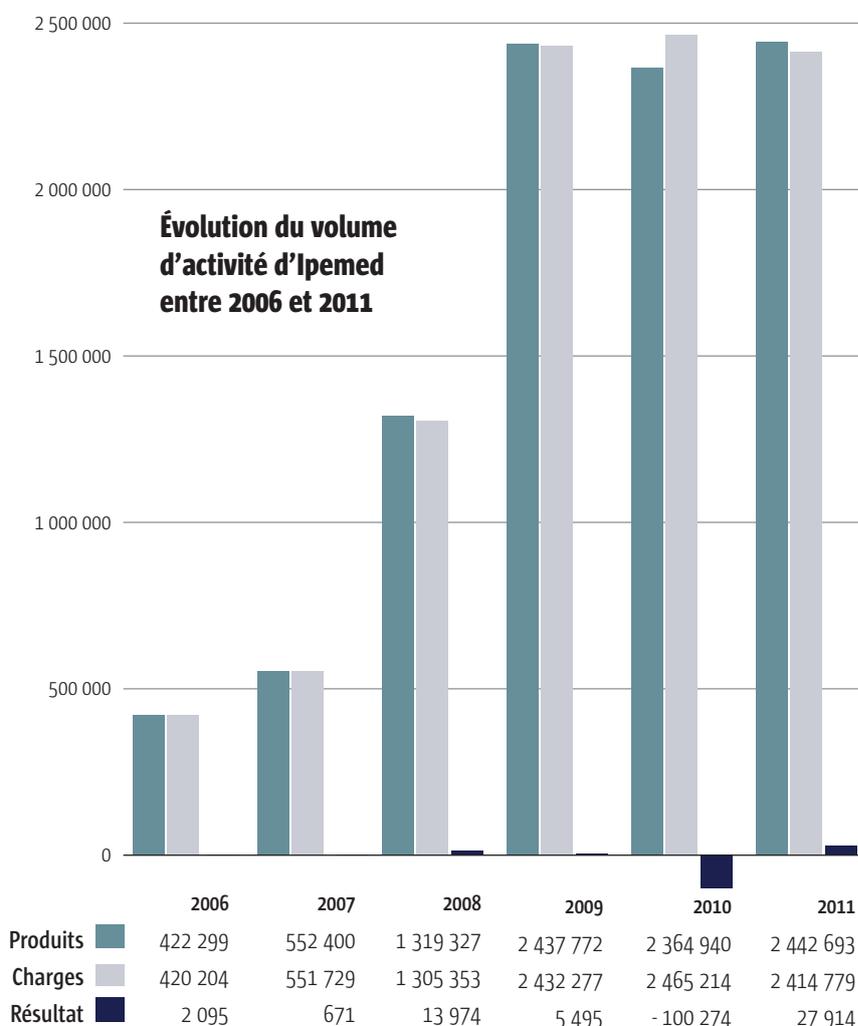
Vincent Wallaert

Chef de projet sur la coopération méditerranéenne à l'Institut de la Méditerranée (Marseille), il a été consultant dans le domaine de la concertation autour des risques naturels. Il enseigne l'économie territoriale méditerranéenne à l'Institut de management public et de gouvernance territoriale de l'université d'Aix-marseille.

Les indicateurs financiers

Éléments significatifs

IPEMED EST UNE ASSOCIATION loi 1901, reconnue d'intérêt général et indépendante des pouvoirs publics. Pour l'essentiel, ses ressources proviennent des cotisations de ses membres fondateurs, appartenant au groupe des grandes entreprises françaises et euroméditerranéennes. Celles-ci ont pris l'engagement de financer l'institut pour cinq ans, moyennant le versement d'une cotisation annuelle au montant déterminé en fonction de leur chiffre d'affaires et de leur éligibilité aux exonérations fiscales en matière d'impôt sur les sociétés (art 238bis du CGI). Depuis sa création en 2006, Ipemed a vu son activité s'accroître, tant en termes de sujets traités, d'acteurs impliqués, que de manifestations et d'audience. Son budget est passé en six ans de 420 k€ à 2 440 k€. Le nombre de ses collaborateurs, salariés permanents, a également triplé sur cette période passant de cinq à quinze.



Évolution bilancielle sur la période 2006-2011

Les données bilancielle présentées page suivante sont relatives à la période 2006-2011 et couvrent l'évolution comptable d'Ipemed depuis sa création en février 2006. Elles sont extraites des rapports établis par la fiduciaire Monceau finance et certifiés par le commissaire aux comptes d'Ipemed, Moulay Hafidh Amazirh.

Les recettes que constituent les adhésions de membres ne sont comptabilisées qu'au *pro rata temporis* de leur date de réception sur l'exercice, ce qui se traduit au passif du bilan par des produits constatés d'avance. Cela a permis à Ipemed de constituer un matelas de sécurité permettant de couvrir les futurs investissements.

Le fonds de roulement est largement positif sur la période observée, témoignant de sa capacité à financer ses emplois durables. Le besoin en fonds de roulement s'est ancré négativement sur cette même période, l'activité générant un flux positif de trésorerie.





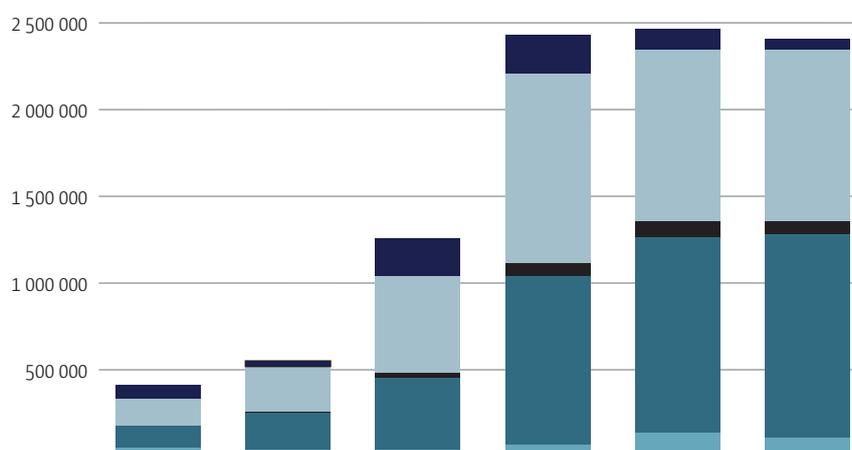
ACTIFS (euros)	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Actif immobilisé	7 646	6 450	18 137	25 967	18 729	43 008
Immobilisations incorporelles	-	-	1 933	5 200	3 626	8 790
Immobilisations corporelles	4 046	2 850	11 969	15 458	7 923	- 30 323
Immobilisations financières	3 600	3 600	4 235	5 308	7 180	3 895
Actif circulant	162 606	373 641	1 445 821	1 560 461	1 614 561	1 836 698
Clients	290	64 750	5 259	42	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	1 098	210 000	132 756	14 524
Valeurs de placement	134 901	284 174	1 184 420	1 250 785	1 277 427	1 605 315
Disponibilités	27 353	24 651	205 015	81 476	163 104	206 876
Charges constatées d'avance	62	66	50 029	18 157	40 694	9 983
TOTAL	170 252	380 091	1 463 958	1 586 428	1 633 290	1 879 706

PASSIF (euros)	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Fonds propres	2 095	2 766	16 739	22 235	- 78 039	- 50 125
Fonds associatifs sans droits de reprise	-	-	-	-	-	-
Réserves	-	2 095	2 765	16 739	22 235	- 78 039
Report à nouveau	-	-	-	-	-	-
Résultat	2 095	671	13 974	5 495	- 100 274	27 914
Autres fonds propres	-	-	-	-	-	-
Provisions	-	-	-	-	-	-
Dettes	168 156	377 326	1 447 218	1 564 193	1 711 329	1 929 832
Emprunts et dettes financières	-	-	-	-	-	592
Fournisseurs et comptes rattachés	50 620	81 412	100 322	245 311	279 849	371 606
Dettes sociales et fiscales	34 202	53 331	97 363	192 465	145 320	182 081
Autres	-	-	-	-	1 579	970
Produits constatés d'avance	83 334	242 583	1 249 533	1 126 417	1 284 581	1 374 583
TOTAL	170 252	380 091	1 463 958	1 586 428	1 633 290	1 879 706



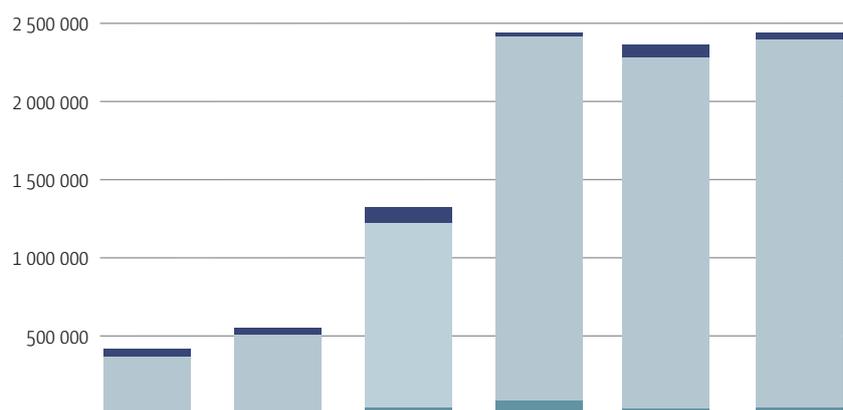
Évolution des principaux postes de charges et produits sur la période 2006-2011

Évolution des différents postes de charges depuis 2006



	Clôture 2006	Clôture 2007	Clôture 2008	Clôture 2009	Clôture 2010	Clôture 2011
Achats	80 414	32 235	212 742	222 251	120 662	61 874
Services extérieurs	151 455	256 738	558 163	1 089 304	990 913	984 249
Impôts et taxes	4 908	10 777	29 913	76 309	93 091	78 435
Charges de personnel	129 403	211 524	463 816	972 357	1 123 956	1 172 571
Autres charges de gestion courante, charges financières et dotations aux amortissements	54 024	40 454	40 718	72 056	136 593	117 650

Évolution des différents postes de produits depuis 2006



	Clôture 2006	Clôture 2007	Clôture 2008	Clôture 2009	Clôture 2010	Clôture 2011
Subventions d'exploitation	49 500	40 083	98 582	25 000	82 333	40 000
Adhésions	371 633	507 851	1 181 755	2 325 401	2 247 658	2 357 446
Autres produits	876	3 401	38 990	87 371	34 948	45 247



Les orientations 2012-2017

IL S'AGIT DE POURSUIVRE les travaux sur les douze thèmes identifiés depuis 2007, en orientant les efforts dans cinq directions.

1^{er} OBJECTIF Penser pour agir

Ipemed n'est pas un institut académique. Il est au service de l'intérêt général, il veut favoriser le rapprochement par l'économie. Ipemed doit parvenir à influencer les décideurs qui eux-mêmes doivent produire des actions concrètes. Que ce soit sur la sécurisation des investissements, la sécurité alimentaire, la mise en marche des médicaments au Sud, Ipemed doit être à l'origine de projets concrets, de lois, de réglementation, etc.

2^e OBJECTIF Diffuser pour influencer les élites

Et surtout auprès des nouvelles élites du Sud. Ipemed a suffisamment accumulé d'idées nouvelles qu'il lui faut maintenant largement diffuser. A travers des séminaires réunissant les élites du Nord et du Sud, thème par thème, Ipemed se fixe pour objectif de diffuser et d'enrichir les idées nouvelles susceptibles de favoriser le développement partagé.

3^e OBJECTIF Internationaliser le mouvement de chefs d'entreprise EMCC

L'*Euro-Mediterranean Competitiveness Council* a pour objectif de rassembler cinquante chefs d'entreprise du Nord et cinquante du Sud qui militent pour le rapprochement des deux rives et veulent s'exprimer d'une seule et même voix.

4^e OBJECTIF Régionaliser en renforçant la coopération décentralisée ainsi que l'implantation des PME-PMI dans les Psem

À l'évidence, la société civile est en mouvement dans les pays du Sud. Ipemed se doit donc de trouver des points d'accroche. Nous pensons que c'est à travers la coopération décentralisée des collectivités locales mais aussi à travers le mouvement des PME-PMI qui, très actives comme en Allemagne, permettraient d'assurer le développement partagé, la création d'emploi et les transferts de technologies.

5^e OBJECTIF Stabiliser Ipemed et mettre en place une fondation

Ipemed doit être stabilisé dans la durée. L'intégration économique de la région est un objectif ambitieux et de long terme. L'enjeu est de doter Ipemed d'une pérennité à la hauteur de cette ambition. C'est l'objet de la création d'une Fondation Ipemed, qui fut l'un de ses objectifs dès la création de l'institut.

C'est un programme de travail ambitieux mais réaliste, voulu et adopté par toutes les instances de gouvernance d'Ipemed.



Recensement des travaux

2007

Rapport pour Ipemed, mars 2007, « Un projet méditerranéen pour la promotion de la santé. Le cas de la politique de lutte contre le cancer », Farid Chaoui (coord.)

Rapport pour Ipemed, mai 2007, « Enjeux de l'ouverture du ciel euroméditerranéen et de sa nécessaire 'domestication' », Nordine Ouabdesselam, Christian Reynaud

Rapport pour Ipemed, mai 2007, « Régulation et développement industriel des télécommunications autour de la Méditerranée », Pierre Musso et Laurent Gille (dir.)

« Pour un engagement stratégique des Régions en Méditerranée. Analyse du questionnaire Ipemed-ARF sur les actions de coopération avec le Sud et l'Est de la Méditerranée », juin 2007, Adélaïde Jannot

2008

Rapport de synthèse du groupe « Santé » d'Ipemed, avril 2008, Farid Chaoui (coord.)

Rapport pour l'AFD, Ipemed et Institut de la Méditerranée, août 2008, « La gouvernance des services publics urbains essentiels au Sud de la Méditerranée », Jean-Claude Turret, Vincent Wallaert

CNRS Strates, 2008, « La rive sud a-t-elle besoin d'argent pour contribuer à l'espace financier euroméditerranéen ? Le cas des remises migratoires Europe-Maghreb », Guillaume Almeras, Abderrahmane Hadj Nacer, revue *Strates - Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Yann Richard éd., Ladyss, Paris

CNRS Strates, 2008, « Eau et assainissement », Claude Martinand avec la collaboration de Marie-Joëlle Kodjovi, revue *Strates - Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Yann Richard éd., Ladyss, Paris

CNRS Strates, 2008, « Enjeux, objectifs et instruments d'une intégration régionale méditerranéenne », Christian Dubreuil, revue *Strates - Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Yann Richard éd., Ladyss, Paris

CNRS Strates, 2008 ; « Les mouvements de personnes en Méditerranée : des migrations aux mobilités », Philippe Fargues et Hervé Le Bras, revue *Strates - Matériaux pour la recherche en sciences sociales*, livraison « UE et Voisinages : la quête d'une intégration régionale », Yann Richard éd., Ladyss, Paris

2009

Construire la Méditerranée, mars 2009, « La Méditerranée face aux enjeux géopolitiques du 21^{ème} siècle. Une région Nord-Sud commune, laboratoire d'une internationalisation réussie », rapport préparatoire au Comité de parrainage d'Ipemed d'avril 2008, Elisabeth Guigou et Abderrahmane Hadj Nacer (coord.)

Report for the Mediterranean Investment Initiative, mars 2009, « Mapping projects and investment in the Mediterranean », Pierre Beckouche

Construire la Méditerranée, avril 2009, « Méditerranée 2030. Panorama et enjeux géostratégiques, humains et économiques », Guillaume Almeras, Cécile Jolly

Construire la Méditerranée, juin 2009, « Eau et assainissement des villes et pays riverains de la Méditerranée », Claude Martinand (dir.)

« *Quelle politique méditerranéenne du médicament ?* », septembre 2009, groupe « Médicaments » d'Ipemed coordonnée par Farid Chaoui



2010

Rapport d'étude de Florent Laroche sous la direction d'Yves Crozet, septembre 2009, « Prospective des transports en Méditerranée à l'horizon 2030 », Laboratoire d'Economie des Transports (LET), Université de Lyon, programme de prospective « Méditerranée 2030 » d'Ipemed

Les Notes d'Ipemed, n°1-2009, « Migrants et migrations dans le bassin de la Méditerranée », Philippe Fargues, Hervé Le Bras

Les Notes d'Ipemed, n°2-2009, « L'énergie en Méditerranée situation, perspectives, contraintes et enjeux », Mustapha K. Faïd

Les Notes d'Ipemed, n°3-2009, « L'espace financier euroméditerranéen », Guillaume Almeras, Abderrahmane Hadj Nacer, Isabelle Chort

Les Notes d'Ipemed, n°4-2009, « Un pacte agroalimentaire et rural pour l'intégration régionale euroméditerranéenne », Christian Dubreuil et Jean-Louis Rastoin (dir.)

Construire la Méditerranée, novembre 2009, « Région méditerranéenne et changement climatique : une nécessaire anticipation », Stéphane Hallegatte, Samuel Somot, Hypatie Nassopoulos

Actes du colloque Ipemed-Suez du 17 décembre 2008, 2010, « L'eau en Méditerranée : fonder une stratégie commune. Services de l'eau, climat et sécurité », Pierre Beckouche, Zoé Luçon, Alexandre Taithe (dir.), L'Harmattan, Paris

Les Notes d'Ipemed, n°6-2010, « Sécurité alimentaire en Méditerranée, un enjeu géostratégique majeur », Jean-Louis Rastoin, Foued Cheriet

Les Notes d'Ipemed, n°7-2010, « Les autoroutes de la mer, des perspectives prometteuses en Méditerranée », Maxime Weigert, préface de Marc Abeille

Les Notes d'Ipemed n°8-2010, « Energies Renouvelables en Méditerranée », Abdelnour Keramane, Samir Allal, Houda Allal, Jean-Louis Bal, Ezzedine Khalfallah, Stéphane Pouffary

Les Notes d'Ipemed n°9-2010, « Le défi énergétique en Méditerranée », Francis Ghilès

Projets pour la Méditerranée, mai 2010, « Une Agence méditerranéenne de l'eau pour passer de la stratégie à l'action », Fadi Comair, Jean-François Donzier, Hervé Lainé, Eric Mino

Note de travail, août 2010, « La sécurité générale, base du contrat social euroméditerranéen ? », Pierre Beckouche

Note de travail, août 2010, « Le rôle du North American Competitiveness Council dans l'intégration économique américaine », Pierre Beckouche

Rapport pour Ipemed, août 2010, « Identité professionnelle et mobilité. Formation professionnelle et échanges Nord-Sud », Jean-François Nallet

Programme « Méditerranée 2030 » d'Ipemed, septembre 2010, « Rapport du groupe de travail sur les Valeurs », Groupe de travail : Pierre Beckouche (coord., Ipemed), Abdellah El Asry (Stratorg, France), Jean Luc Fallou (Stratorg, France), Salam Kawakibi (ARI, Syrie), Salim Kelala (Ceap, Algérie), Sanja Klempic (Imes, Croatie), Tawfic Mouline (Ires, Maroc), Jacques Ould Aoudia (Minefi, France), Ahmed Youra Ould Haye (Maed, Mauritanie), Khaled Sellami (Ites, Tunisie), Vladimir Skracic (Université de Zadar, Croatie)

Les Notes d'Ipemed, n°10-2010, « Renouveler le tourisme euroméditerranéen : le grand chantier », Maxime Weigert

Les Notes d'Ipemed, n°11-2010, « La boucle électrique et le marché euroméditerranéen de l'électricité », Abdelnour Keramane

Note de travail, novembre 2010, « Le besoin d'un 'SDEC Voisinages'. Schéma de développement de l'espace commun du voisinage », Pierre Beckouche

Rapports & synthèses, collection « 2iM », décembre 2010, « Mesures pour favoriser et garantir l'investissement en Méditerranée », Éric Diamantis, Michel Gonnet, Amal Chevreau, CDC, CDG, Ipemed

Rapports & synthèses, décembre 2010, « La Mauritanie, acteur-clé de la régionalisation euroméditerranéenne », Maxime Weigert, Guillaume Mortelier et Sidi Mohamed Cheigui (dir)





2011

Palimpsestes d'Ipemed, n°1-2011, « Les réseaux professionnels trans-méditerranéens », Amal Chevreau et Maxime Weigert

Palimpsestes d'Ipemed, n°2-2011, « L'industrie allemande dans les Peco. Une intégration fondée sur la proximité, la complémentarité et la solidarité », Maxime Weigert

Palimpsestes d'Ipemed, n°3-2011, « Un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée », Pierre Beckouche

Afkar/idées, n°30-2011, « Un état des lieux du financement par l'UE du développement en Méditerranée », Pierre Beckouche

Palimpsestes d'Ipemed, n°4-2011, « Pour une réelle coopération énergétique en Méditerranée », Mustapha K. Faïd

Les Notes d'Ipemed, n°5-2009, « Convergence en Méditerranée. Les entreprises de la Méditerranée s'engagent dans un plus fort transfert de valeur ajoutée entre ses rives, vecteur capital pour une intégration économique régionale », Guillaume Mortelier et Maurizio Cascioli

Construire la Méditerranée, avril 2011, « Méditerranée : passer des migrations aux mobilités », Pierre Beckouche et Hervé Le Bras (dir.)

Palimpsestes d'Ipemed, n°5-2011, « La formation en Méditerranée dans l'énergie et le développement durable », Abdelnour Keramane

Palimpsestes d'Ipemed, n°6-2011, « La contrainte carbone dans la région euroméditerranéenne », Morgan Mozas

Palimpsestes d'Ipemed, n°7-2011, « La confiance dans la société numérique méditerranéenne. Vers un espace .med », Bouchra Boulouiz, Emmanuele Carboni, Nassim Kerdjoudj, Yamina Mathlouthi, Laurent Ponthou et Giuseppe Richeri, coordonné par Laurent Gille, Wahiba Hammaoui et Pierre Musso

Palimpsestes d'Ipemed, n°8-2011, « Partenariats public-privé en Méditerranée. État des lieux et recommandations pour le déploiement d'une pratique harmonieuse », Edward Aoun, Michel Gonnet et Amal Chevreau

Palimpsestes d'Ipemed, n°10-2011, « Les partenariats énergétiques entre l'UE et ses voisins du Sud et de l'Est », Jacques Percebois

Palimpsestes d'Ipemed, n°9-2011, « La situation céréalière en Méditerranée », Edward Aoun, Amal Chevreau

Rapports & synthèses, septembre 2011, « Tunisie : 9 propositions pour relancer le développement économique », Maxime Weigert

Construire la Méditerranée, novembre 2011, « Demain la Méditerranée. Scénarios et projections à 2030. Croissance, emploi, migrations, énergie, agriculture », rapport du consortium « Méditerranée 2030 » (Carim, Ciheam, Femise, OME, Ipemed), Cécile Jolly (coord.)

Revue Maghreb-Machrek, n°208-2011, « Gouvernance et territoires dans les pays arabes méditerranéens », Pierre Beckouche

2012

Les Notes d'Ipemed, n°1-2012, « Le tourisme en Tunisie : les défis à l'heure de la transition démocratique », Maxime Weigert

Construire la Méditerranée, février 2012, « Partenariats public-privé en Méditerranée », Nicolas Beaussé, Michel Gonnet

« *La coopération décentralisée en France à l'heure des Printemps arabes* », février 2012, Jean-Louis Guigou et Michel David, en coopération avec l'Association des Régions de France (ARF), l'Association des Départements de France (ADF) et l'Association des maires des grandes villes de France (AMGVF)

Palimpsestes d'Ipemed, n°2-2012, « Les industriels allemands en Tunisie Précurseurs d'un nouveau modèle de coopération Nord-Sud ? », Maxime Weigert

Construire la Méditerranée, mars 2012, « Vers un espace .med. La confiance dans la société numérique méditerranéenne », Laurent Gille, Wahiba Hammaoui et Pierre Musso (coord.)

Construire la Méditerranée, 2012 (à paraître), « Défis nationaux et enjeux partagés, les systèmes de santé en Algérie, Maroc et Tunisie », Farid Chaoui et Michel Legros (dir.)



IPEMED

- INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN -